

Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique www.audit-citoyen.org

La démarche proposée à travers cet « audit citoyen » a pour objectif de permettre aux citoyens de se réappropriier la question de la dette publique, et à partir de là les grandes questions de politique économique et sociale. Les moyens d'action du collectif national et des collectifs départementaux sont les suivants :

- constituer une base documentaire commune rassemblant les données et analyses pertinentes pour comprendre l'état actuel et stimuler la réflexion sur les alternatives à l'austérité
- exiger des pouvoirs publics qu'ils mettent à la disposition du collectif l'ensemble des informations économiques et financières pertinentes pour l'établissement d'un diagnostic précis de la situation
- publier des documents - écrits et audiovisuels - synthétiques et accessibles à tous, expliquant les enjeux et mécanismes à l'œuvre
- organiser des débats publics et des actions citoyennes, au plan européen, national et local, en lien avec les organisations membres et partenaires
- interpellier les élus et les candidats aux élections sur leurs projets en matière de dette et de finances publiques

www.audit-citoyen.org

Réunion-débat sur la dette publique

Collectif pour un audit citoyen de la dette publique

Partie 1 (50 minutes) : vidéo sur la création monétaire et diaporama

- Définition et montants de la dette publique
- Dette de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale
- Les 3 causes principales de la dette

Partie 2 (10 minutes) : Questions des participants sur la présentation

Partie 3 (60 minutes) : Débat

- L'austérité est-elle la solution ?
- Les solutions pour s'en sortir ?
- Comment définir la part illégitime de la dette

Les Français ont-ils une perception correcte du problème de la dette publique ?

« *Sondage Harris Interactive pour Le Parisien/Aujourd'hui-en-France*

Enquête réalisée en ligne du 8 au 10 août 2011.

Échantillon de 1090 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus »

Question

« *Si la France devait réduire sa dette et ses déficits publics, préféreriez-vous qu'elle le fasse principalement...?*

Réponse 1 : en réduisant fortement ses dépenses

Réponse 2 : en augmentant fortement les impôts

Réponse 3 : Ne se prononce pas

Réponses à la page 21 du http://www.harrisinteractive.fr/news/2011/results_HIFR_parisien_10082011.pdf

Définition de la dette publique

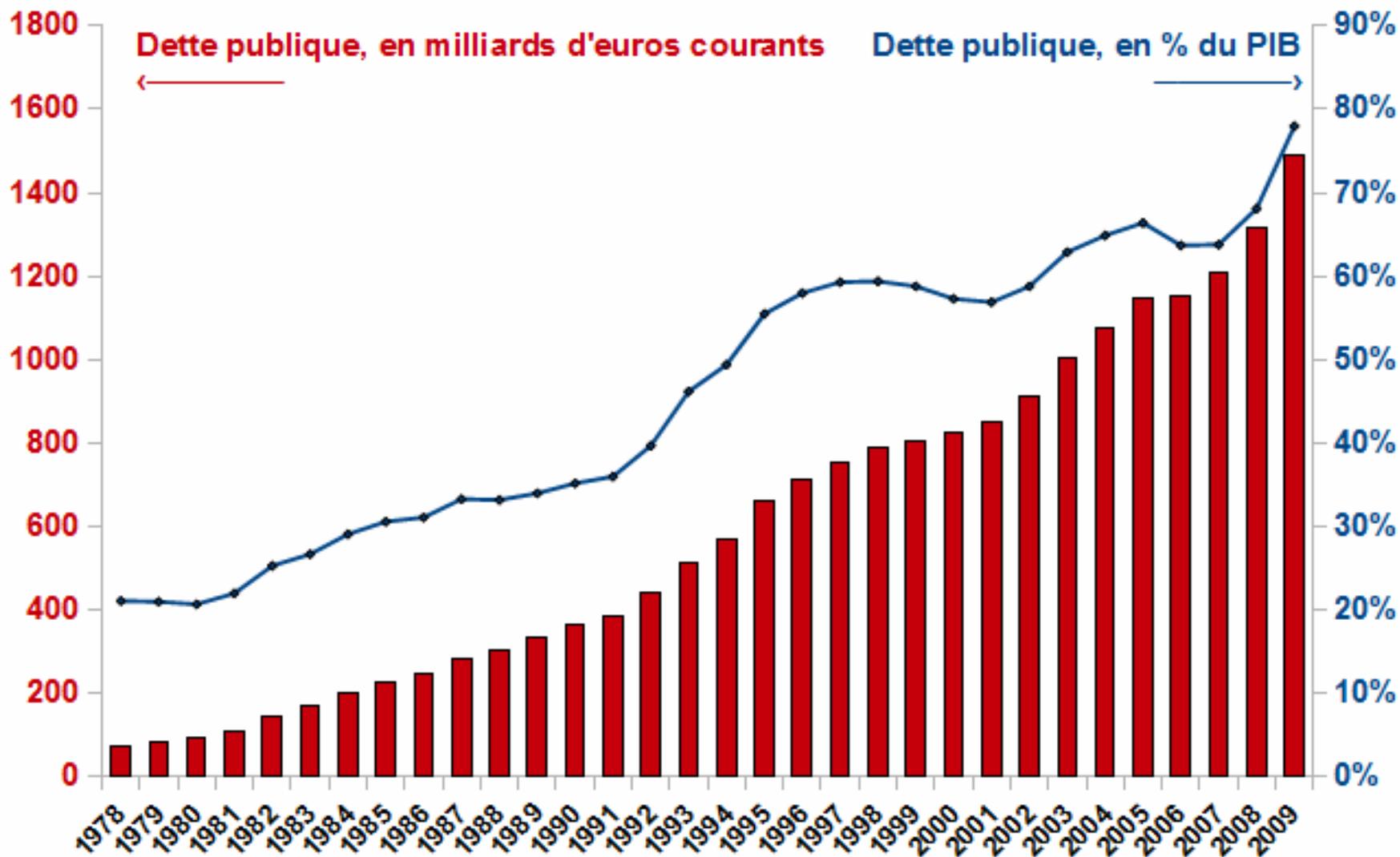
Les administrations publiques s'organisent en quatre secteurs :

- l'Etat
- les administrations publiques locales (APUL) : régions, départements, communes, etc ...
- les administrations de sécurité sociale (ASSO) : allocations familiales, assurances maladie et assurance vieillesse, assurance chômage (Unedic), assurance chômage (Unedic), retraites complémentaires (Agirc, Arrco, Ircantec), etc ...
- les organismes divers d'administration centrale (ODAC) : unités institutionnelles contrôlées ou financées majoritairement par l'État (CADES, CNRS, CMU, agence nationale de la recherche, fond spécial d'invalidité, ...)

Evolution et répartition des dépenses publiques

| | 1995 | | 2000 | | 2005 | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Mds € | % PIB | Mds € | % PIB | Mds € | % PIB |
| Etat (en comptabilité nationale) | 282,0 | 23,0% | 320,4 | 22,2% | 388,1 | 22,7% |
| APUL | 118,0 | 9,9% | 140,5 | 9,7% | 187,5 | 11,0% |
| ASSO | 284,6 | 23,8% | 330,2 | 22,9% | 421,7 | 24,7% |
| ODAC | 44,9 | 3,8% | 47,4 | 3,3% | 60,5 | 3,5% |
| Toutes administrations publiques | 650,6 | 54,5% | 744,3 | 51,0% | 919,7 | 53,8% |

Source : http://www.bercy.gouv.fr/performance/enjeux_finances_publicques/caracteristiques.htm

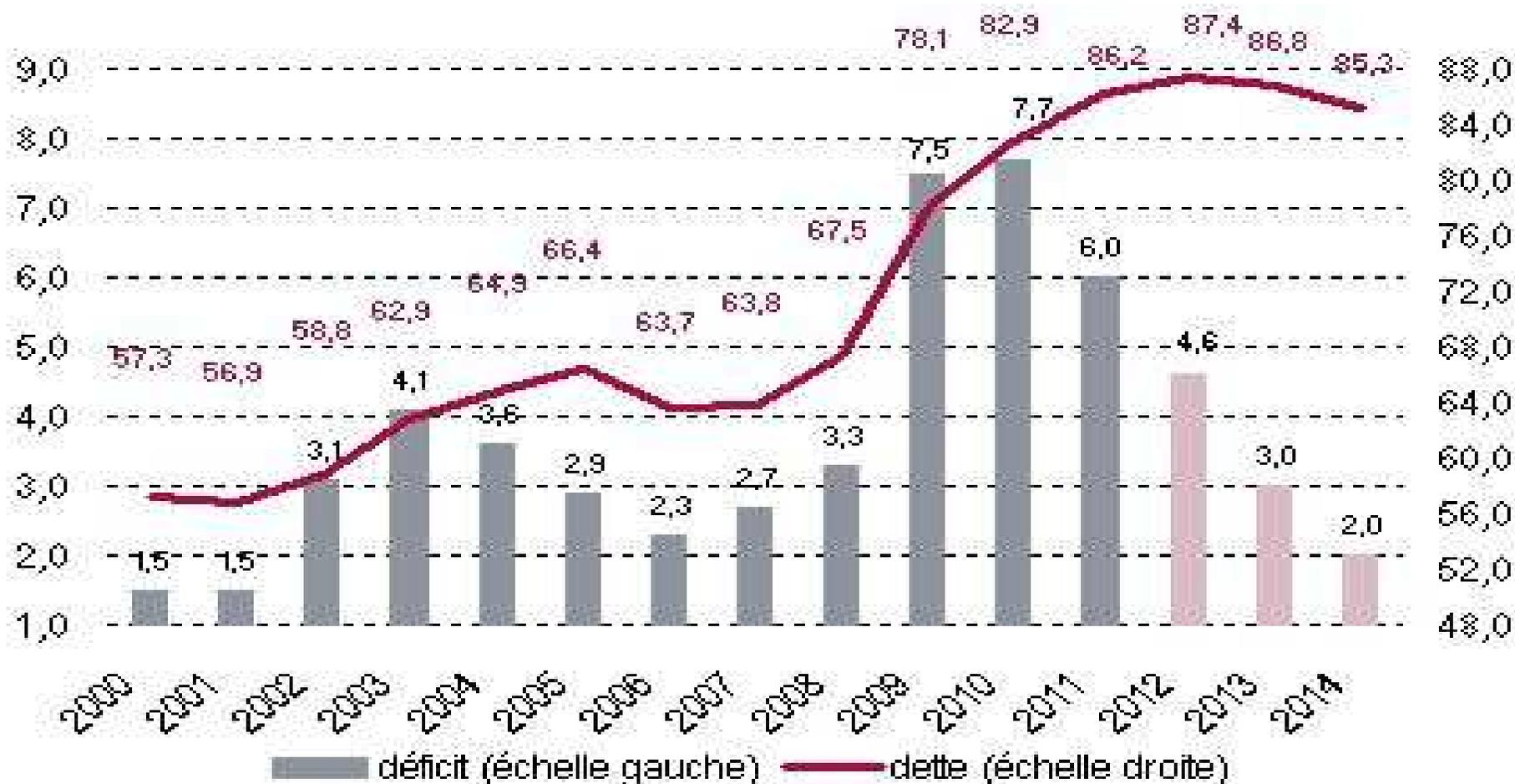


La dette a augmenté de 250 Mds d'euros entre 2002 et 2007 ... et de 500 Mds d'euros entre 2007 et 2011

Déficit et dette publique de la France 2000 - 2014

Finances publiques déficit et dette

en % du PIB



Source : Insee et Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, au sens de Maastricht

La dette publique de la France

1700 Md€ d'euros à fin 2011, soit 87% du PIB

Le coût de la dette

En 2010 : intérêts: 44 Md€ , remboursement 87 Md€ , total 131 Md€

Prévision 2011 : total 142 Md€

Prévision 2012 : total 148 Md€

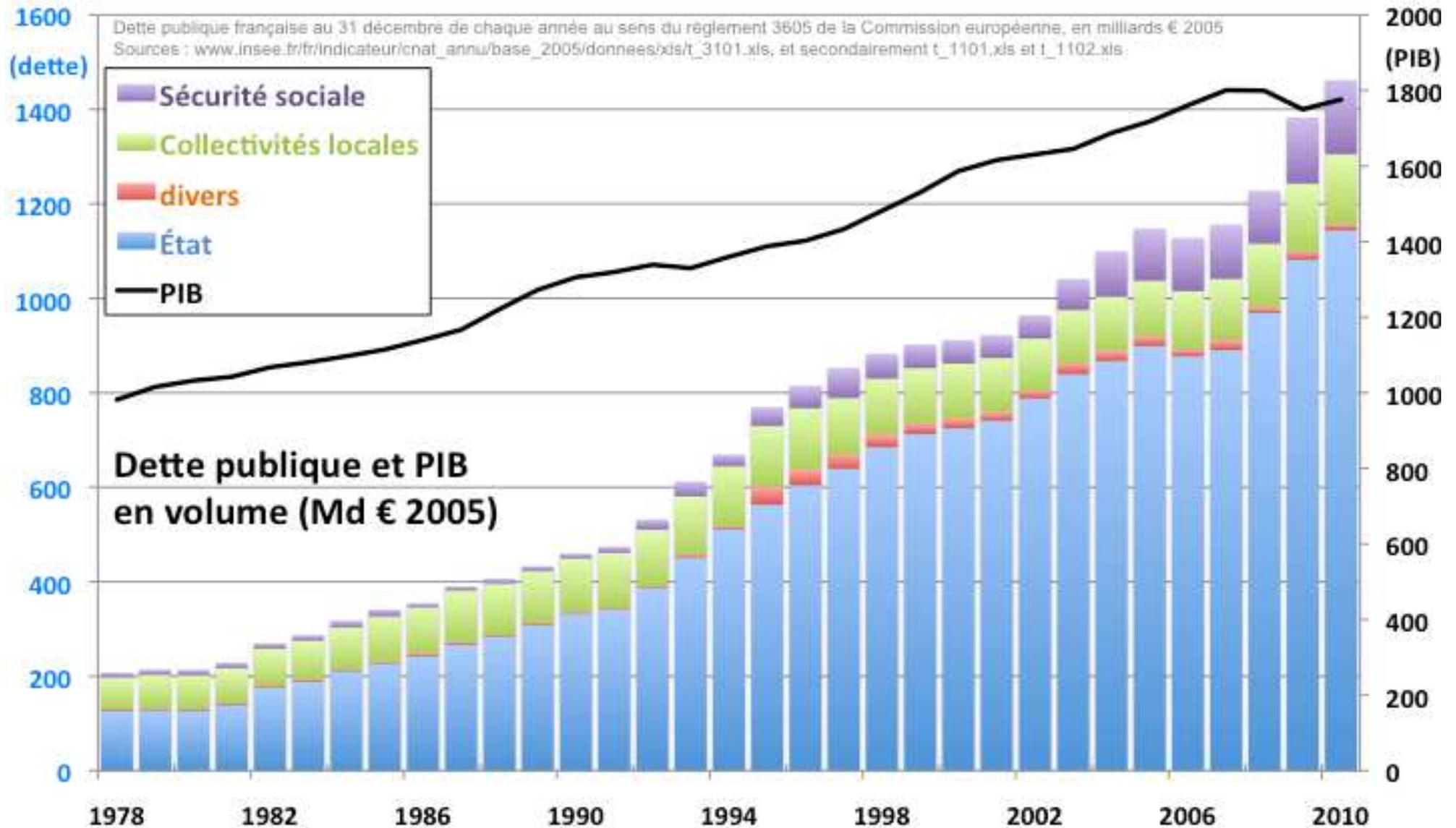
Budget éducation nationale : 60 Md€

La totalité de l'impôt sur le revenu (45 Md€ en 2009) sert à payer les intérêts de la dette, soit 10% des dépenses de l'Etat

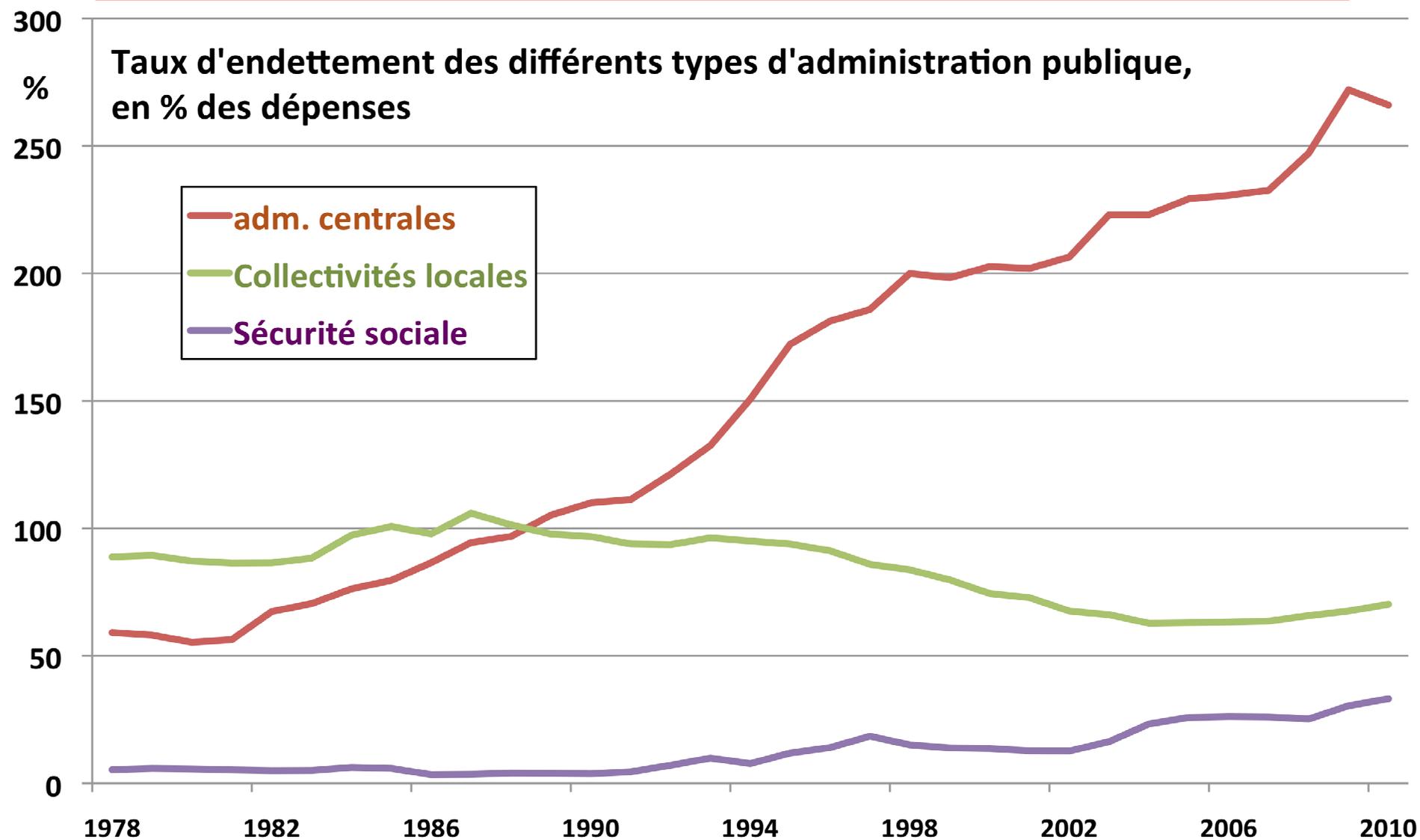
Toutes les informations chiffrées de ce diaporama émanent

- d'organismes officiels (INSEE, Cour des Comptes, rapports parlementaires ...)
- d'économistes reconnus (JM Harribey, Michel Husson, Pierre Larrouturou, Jean Gadrey...)

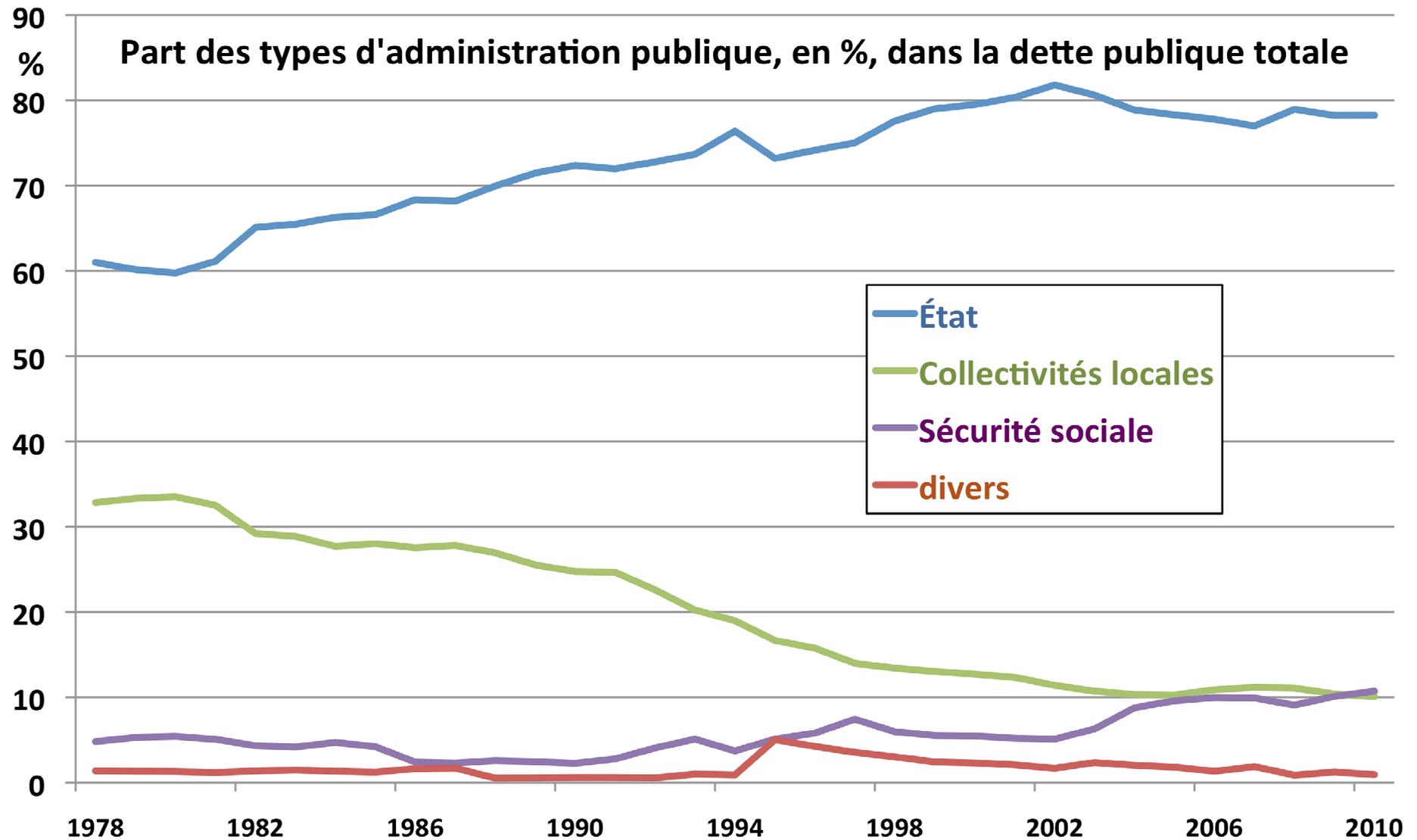
Évolution du PIB et des différentes dettes en € constants



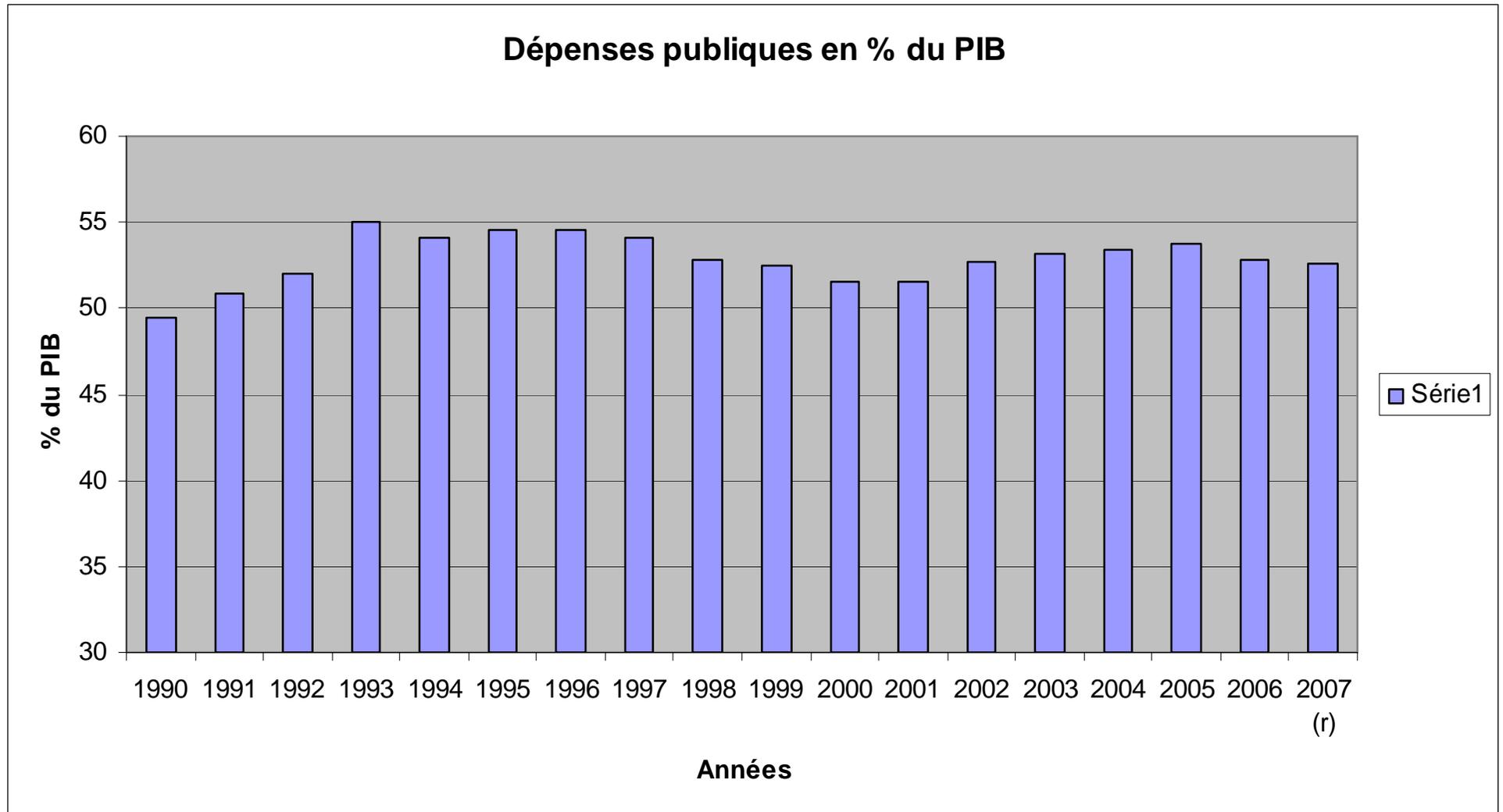
Taux d'endettement, en % des dépenses



Évolution de la part (%) des différentes administrations dans la dette



Les dépenses publiques ne sont pas la cause de l'envolée de la dette



Source : Evolution du taux de dépenses publiques - page 9 du rapport du député UMP
Gilles CARREZ de juin 2010

PLAN DE SAUVETAGE DE LA GRÈCE

LE CERCLE VICIEUX



Les 3 causes à l'origine de la dette

Cause N° 1 : les baisses d'impôt accordées depuis 2000 représentent 70 à 80 milliards d'euros de manque à gagner **annuel** pour l'Etat

- Extrait du rapport du député UMP Gilles Carrez (juin 2010) :

« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles - les baisses d'impôts - et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques - sécurité sociale et collectivités locales principalement. »

- Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982
- voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article665>

Taux d'imposition de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu

| Pays | 1986 | 2002 | 2007 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|
| France | 65 % | 50 ,1 % | 41 % |
| Allemagne | 53 % | 48,5 % | 47,5 % |
| Belgique | 72 % | 55 % | 50 % |
| Espagne | 66 % | 48 % | 43 % |
| Italie | 62 % | 45,5 % | 43 % |
| Pays-Bas | 72 % | 52 % | 52 % |
| Royaume-Uni | 60 % | 40 % | 40 % |

- coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009 ...
sur 13 tranches d'impôts en 1986, il n'en reste que 5 en 2011
- la tranche supérieure commence à 70 830 € (5 900 € par mois)... par part !

Taux d'imposition (théorique) sur les sociétés

| Pays | 1986 | 2006 |
|-----------|------|---------------|
| France | 45 % | 33,3 % |
| Allemagne | 56 % | 26,37 % |
| Belgique | 45 % | 39,99 % |
| Irlande | 50 % | 12,5 % |
| Italie | 36 % | 33 % |
| Pays-Bas | 42 % | 25,5 à 29,6 % |
| GB | 35 % | de 0 à 30 % |
| Suède | 52 % | 28 % |

Taux d'imposition réel (France) :

PME : 28 %

entreprises de plus de 2000 salariés : 13 %

40 plus grosses sociétés (CAC 40) : 8 %

... résultat du dumping fiscal entre les pays européens et du travail idéologique des lobbies

Exemples de niches fiscales aberrantes

- La niche « Copé » instaurée en 2004 permet d'exonérer d'impôt sur les sociétés (33%) les plus-values encaissées par les entreprises lorsqu'elles vendent leurs filiales ... **Coût annuel : environ 8Md€**
- L'exonération fiscale et sociale des **heures supplémentaires** instaurée en 2007... **Coût annuel : environ 4Md€**
- Les réductions d'impôts pour ceux qui **emploient des personnes à domicile**. Le crédit d'impôt est de 50% des sommes versées, dans la limite d'un plafond fixé à l'origine en 1992 à 3 800 € ... et porté progressivement à 12 000 €. Soit une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 6000 euros par an ... **Coût annuel : environ 3 Md€ en 2009**

Voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » - janvier 2010 - sur <http://www.retraites-enjeux-ebats.org/spip.php?article665>

Niches fiscales (suite)

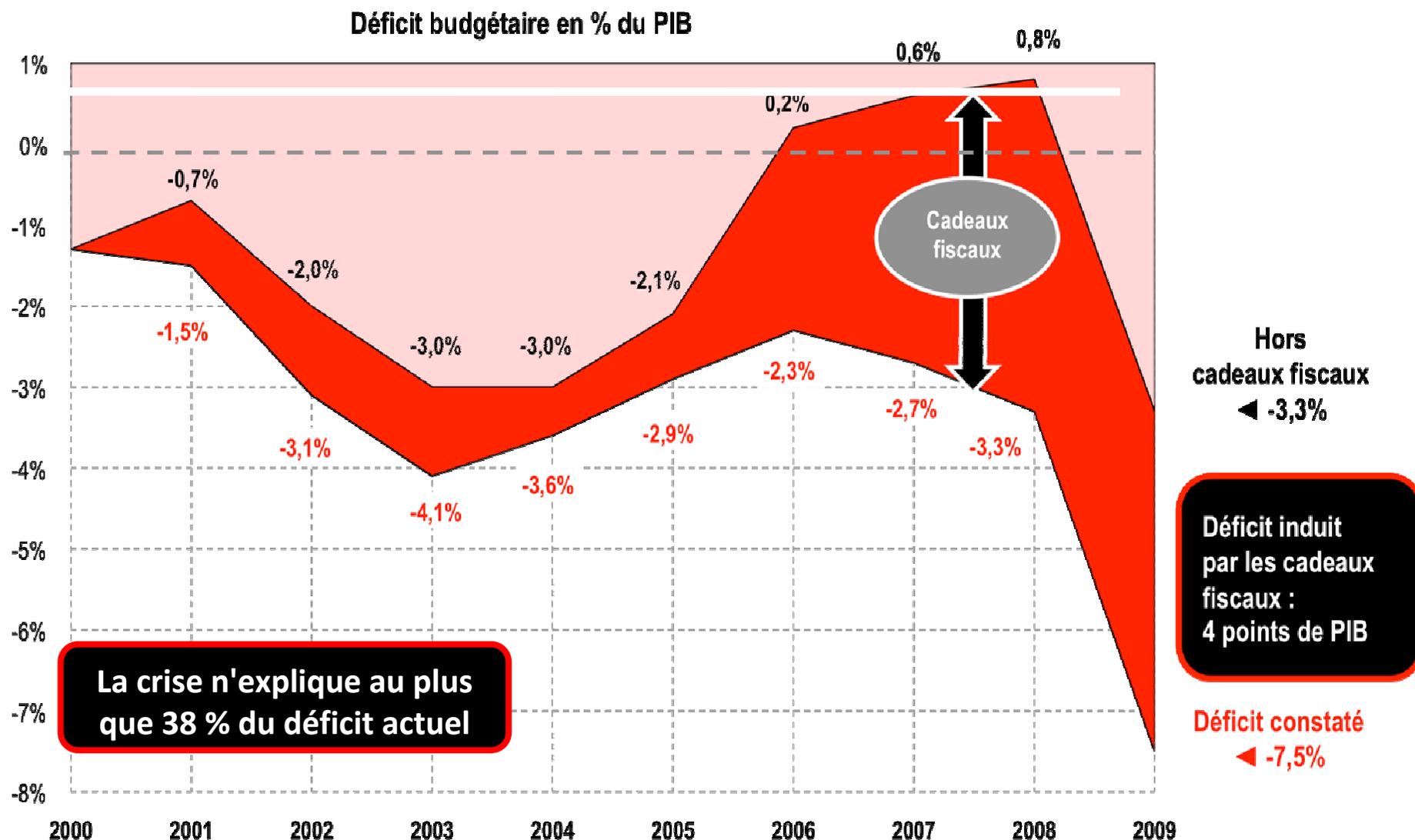
- **65 Md€** de « dépenses » fiscales, selon le projet de loi de finances 2011 (PLF)
- mais depuis 2006 des dizaines de « dépenses » fiscales ont été déclassées ... représentant un montant total de **80 Md€**

Par ex. la part supplémentaire pour le 3^{ème} enfant (au lieu d'une $\frac{1}{2}$ part pour les 2 premiers) a été déclassée

- Le total représentait donc **145 Md€**

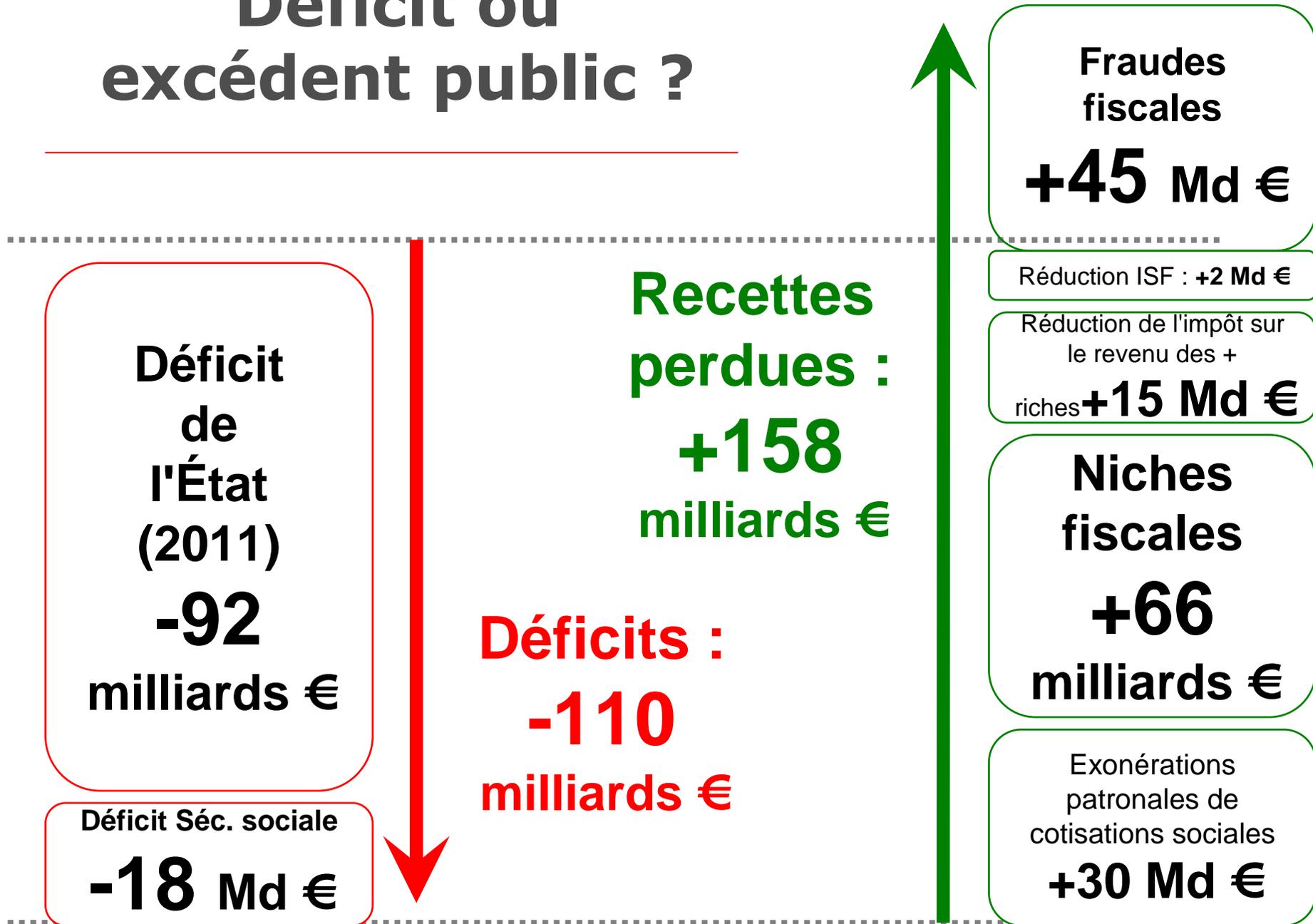
Voir « Les vrais comptes des niches fiscales » - Alternatives Economiques n° 305 - septembre 2011
sur <http://gesd.free.fr/pechnich.pdf>

Déficits budgétaires réel et hors cadeaux fiscaux en % du PIB (France, 2000-2009)



Source : Rapport Carrez à l'Assemblée nationale (juin. 2010) ; M. Husson (hussonet : note 17)

Déficit ou excédent public ?





PAS QUESTION
DE PAYER
POUR VOTRE
CRISE!!!

ÇA PEUT
S'ARRANGER

VOUS
VOULEZ UN
CRÉDIT SUR
10 ANS À
8,5%?

- FAVOR -

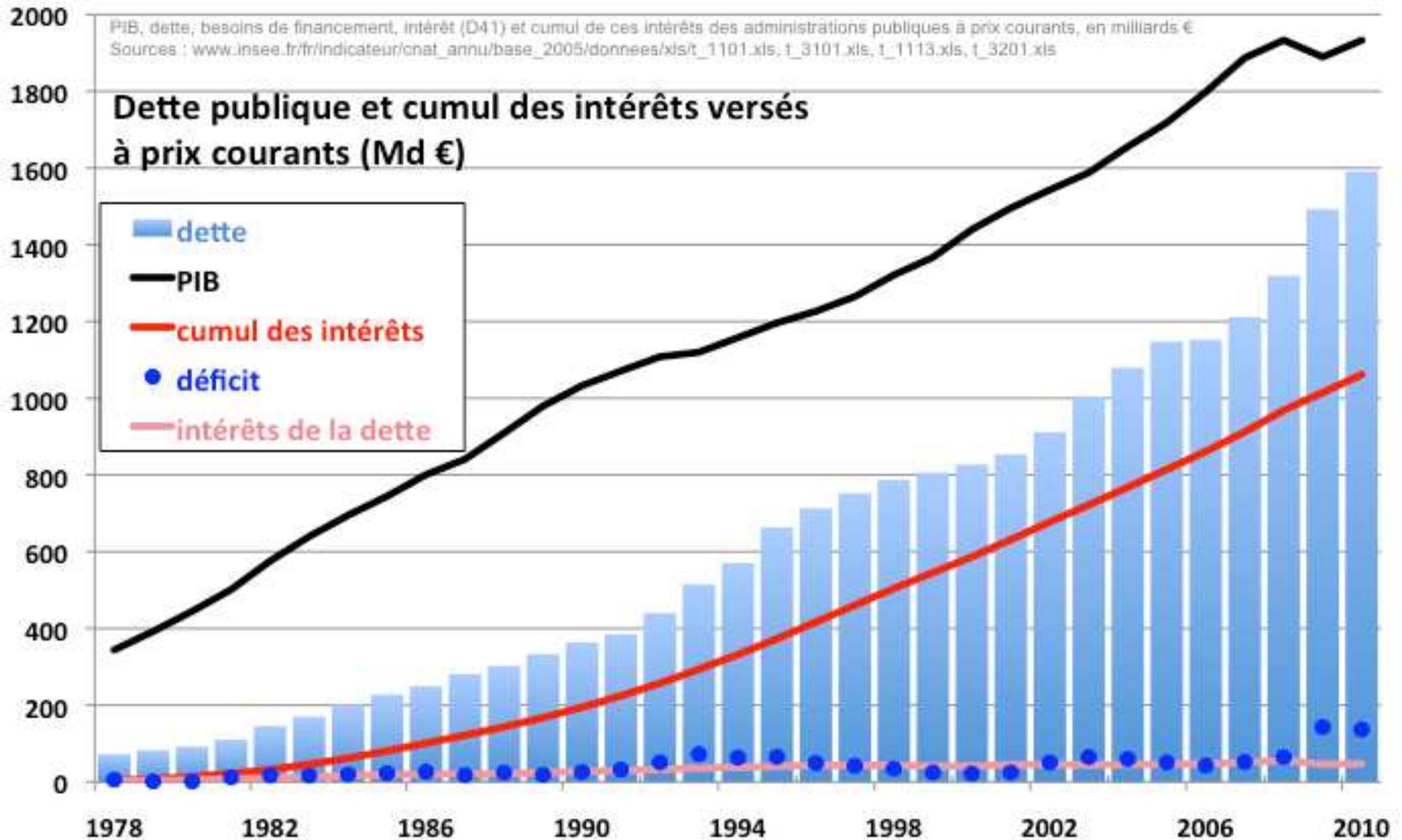
Les 3 causes à l'origine de la dette

Cause N° 2 : le mécanisme de la création monétaire

- la loi dite « Pompidou, Giscard » de 1973 interdit à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, à taux d'intérêt réduit (une possibilité de contourner cette interdiction existe, mais aucun gouvernement ne s'en est jamais servi)
- France Trésor doit emprunter via 20 banques précises, dont 4 françaises et 16 étrangères (pourquoi 4 françaises seulement ?)
- en Europe, le traité de Maastricht (1992) et les traités ultérieurs interdisent à la BCE de prêter directement aux États
- sans les charges d'intérêt, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun État européen n'aurait de dette insupportable !

Voir « Les meilleures vidéos pour comprendre la création monétaire et la dette » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>

Évolution du PIB, de la dette et du cumul des intérêts en €



Les 3 causes à l'origine de la dette

Cause N° 3 : l'évasion fiscale

- La Cour des Comptes a évalué à **30 Md€ la perte de recettes annuelle** de la France due à l'évasion de l'argent vers les « paradis fiscaux » (source Pascal Canfin -député européen EELV)
- pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité (source Jean Gadrey)
- les différentes formes d'évasion fiscale sont très bien expliquées dans une remarquable émission de FR 3
(voir <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article678>)

La crise qui sévit depuis 2008 a amplifié la montée de la dette

- Moins de rentrées fiscales (TVA, impôt sociétés ...)
- Coûts sociaux supplémentaires (indemnisation du chômage, RSA ...)
- Le coût budgétaire total du plan de relance sur l'ensemble des deux années 2009 et 2010 s'est élevé à 42,2 Md€ (source Cour des Comptes 2010)
- Coûts des différentes mesures d'aide aux banques (montants ?), coût du sauvetage de la banque franco belge Dexia ??

Les conséquences sociales (variables suivant les pays, mais ...)

- réduction ou gel des salaires des fonctionnaires et des retraites
- licenciement ou non-renouvellement de fonctionnaires
- réduction des prestations sociales (famille, chômage, logement, retraites...)
- démantèlement des services publics
- baisse du salaire minimum
- recul progressif de l'âge de départ à la retraite
- hausse de la TVA
- privatisations
- réformes du marché du travail permettant de licencier plus facilement et à moindre coût...

Voir « Les régressions sociales en Europe, pays par pays » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article787>

VA FALLOIR METTRE EN PLACE
UN PLAN D'AUSTERITE, LES GARS...



Les régressions sociales ont des conséquences économiques négatives

- Moins d'emplois (privés ou publics), des salaires non actualisés de l'inflation ... c'est moins de consommation, donc moins d'activité pour les entreprises, **donc moins de recettes pour l'Etat et les organismes sociaux** (impôts directs et indirects, cotisations sociales, impôts sociétés ...)
- Quasi impossible de réduire le montant total des dépenses (manque de personnel dans l'éducation, la justice, l'hôpital ...)

Déjà au début des années 2000, les hôpitaux n'avaient pas les moyens pour payer les heures supplémentaires des personnels (les ignorants ont répété : les 35 heures imposées aux hôpitaux ont été une bêtise !)

- Mais on peut « redéployer » certaines dépenses ... et mettre fin à des gaspillages scandaleux et coûteux ... comme

« La réforme Sarkozy de 2009 qui a coûté plusieurs milliards d'euros aux caisses de retraites » ... (des milliers de privilégiés touchent des retraites de 5 000 € et plus, tout en continuant à travailler, comme Henri Proglio ou Maurice Lévy) ... aucun parti n'a pensé à cette économie « à 1 Md€ ! »

Non, la « dépense » publique n'est pas une dépense !

L'économie est un circuit. Toute dépense pour un agent économique est un revenu pour un autre. Il est donc impossible de généraliser à l'économie dans son ensemble les raisonnements valables pour un seul.

Toute la monnaie sortie des entreprises pour alimenter la « dépense publique » y revient sous forme de chiffre d'affaires. L'État et l'ensemble des institutions publiques remettent toujours en circulation dans l'économie marchande toutes les sommes qu'ils ont collectées. S'il en était autrement ils auraient un stock énorme de monnaie, or vous savez bien que « les caisses sont vides » !

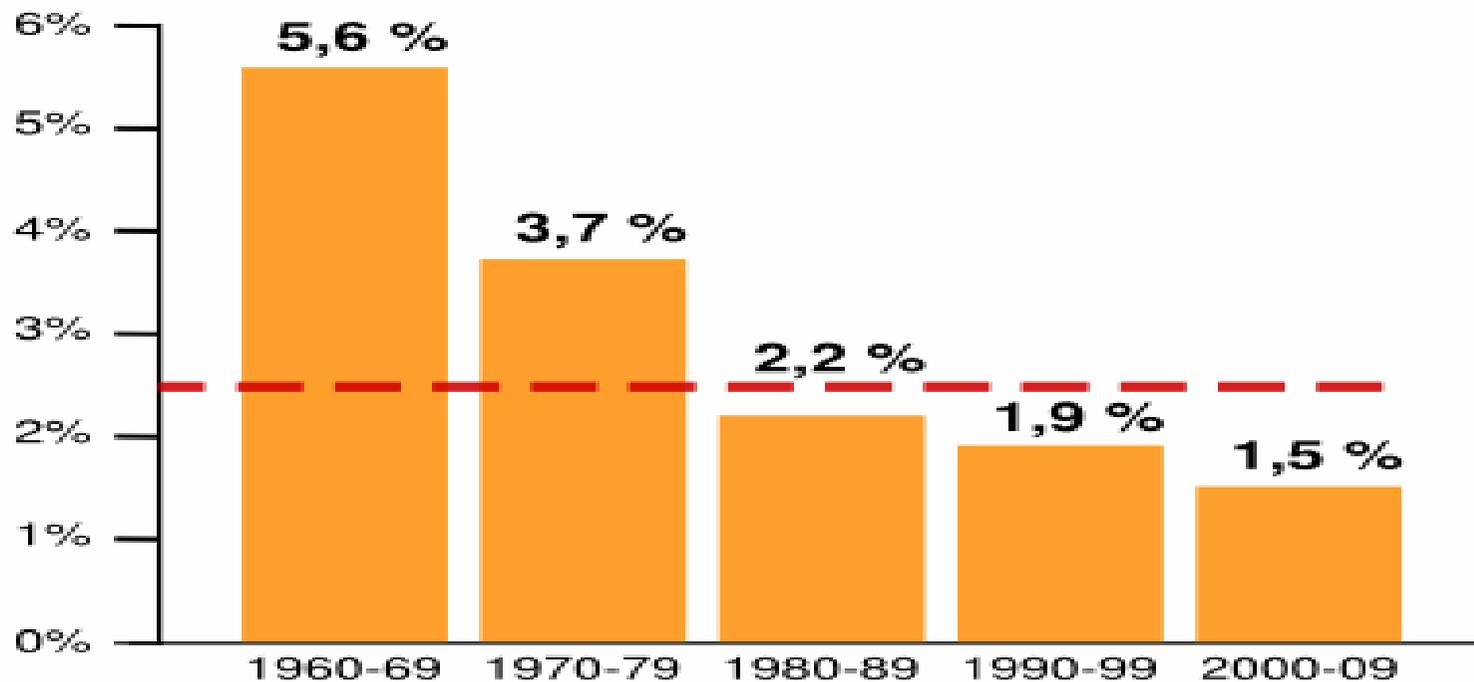
Les fonctionnaires et salariés des institutions publiques dépensent leur salaire dans le secteur marchand. Les retraités dépensent leur retraite dans le secteur marchand. Les institutions publiques dépensent leurs ressources monétaires sous forme de commande publique adressée au secteur marchand. Il n'y a là aucune ponction comme on tente de nous le suggérer.

La terminologie de la dépense publique vue comme un puits sans fond est celle de la classe dominante qui souhaiterait la « supprimer » en privatisant les activités publiques productrices de valeur économique pour en faire une occasion supplémentaire d'accumulation privée.

Ce que la phraséologie dominante nomme « prélèvements obligatoires » ou « dépense publique » est en réalité un flux de monnaie, via les cotisations sociales et les impôts finançant les salaires des fonctionnaires. Ce flux de monnaie reconnaît comme travail et donc comme **créatrices de valeur économique des activités qui génèrent 40% du PIB.**

La croissance en France depuis 1960

Source : Insee.



le **Kair**  **s** .fr

30 ans sous les 2,5% de croissance

- 0,1 en 2008 - 1,7 en 2009 1,5 en 2010 1,7 en 2011 0,4 en 2012 1,4 en 2013

Ce graphique des taux de croissance annuels moyennés par décennie montre qu'aucun gouvernement, dans aucun pays développé, n'a réussi à générer et à maintenir dans la durée un taux de croissance notablement supérieur aux gains de productivité (condition indispensable, à défaut de RTT, pour faire baisser le chômage) ...

EXTRÉME

Non Danabong, le Président n'est pas

LOGGE ESPAGNOL

L'ère, une belle saison pour nous

DU BLEC AU POSTE

Intégration au sport d'été

CHARLIE HEBDO

LA CROISSANCE ARRIVE!



Résumé

- La dette était déjà de 1200 Md€ fin 2007, avant la crise
- Elle n'est pas due à des dépenses trop élevées
- De plus, la « dépense » publique n'est pas une dépense, mais représente 40% de la richesse produite (explications dans diapo 33)

Les 3 causes principales de la dette

- environ 100 Md€ de recettes en moins, suite aux cadeaux fiscaux
- interdiction pour les Etats d'emprunter directement à la BCE
- évasion fiscale et paradis fiscaux

La suppression d'une seule de ces 3 causes aurait suffi à éviter le grave problème de la dette !

La dette est bien le résultat de décisions politiques !

Les solutions ?

Pas d'autres solutions que de s'attaquer résolument aux 3 causes à l'origine de la dette

- Abrogation des cadeaux fiscaux les moins justifiés et réforme radicale de la fiscalité
- Interdiction des mécanismes spéculatifs et taxation des transactions financières
- Audit de la dette publique et annulation de sa part illégitime
- Socialisation du secteur bancaire et contrôle de la BCE
- Création monétaire pour la transition sociale et écologique

Voir aussi les propositions du Collectif Roosevelt 2012 sur <http://www.roosevelt2012.fr/>

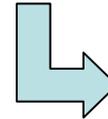


D'après © Chappatte, "Le Temps" (Genève)

Le chômage n'est pas une conséquence de la crise, il en est une des causes fondamentales

30 années de chômage et de précarité ont conduit à ...

Ces 10% du PIB et les cadeaux fiscaux viennent alimenter l'économie virtuelle (finance dérégulée et spéculative)



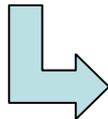
Baisse de 10% du PIB de la part des salaires directs et indirects (retraites, santé ...)



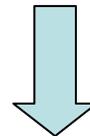
Les budgets publics systématiquement en déficit depuis 1975 et suite aux cadeaux fiscaux alimentent la **DETTE PUBLIQUE**



Croissance maintenue par l'augmentation continue de la **DETTE PRIVEE** (crédit revolving, crédits subprime ...)



Croissance artificielle et non soutenable ...



**Les bulles boursière et immobilière se retournent (faillites de grandes banques et sociétés d'assurance ...)
= Crise sociale, financière et économique**

Fin de la présentation

Partie 2 (10 minutes) : Questions des participants sur la présentation

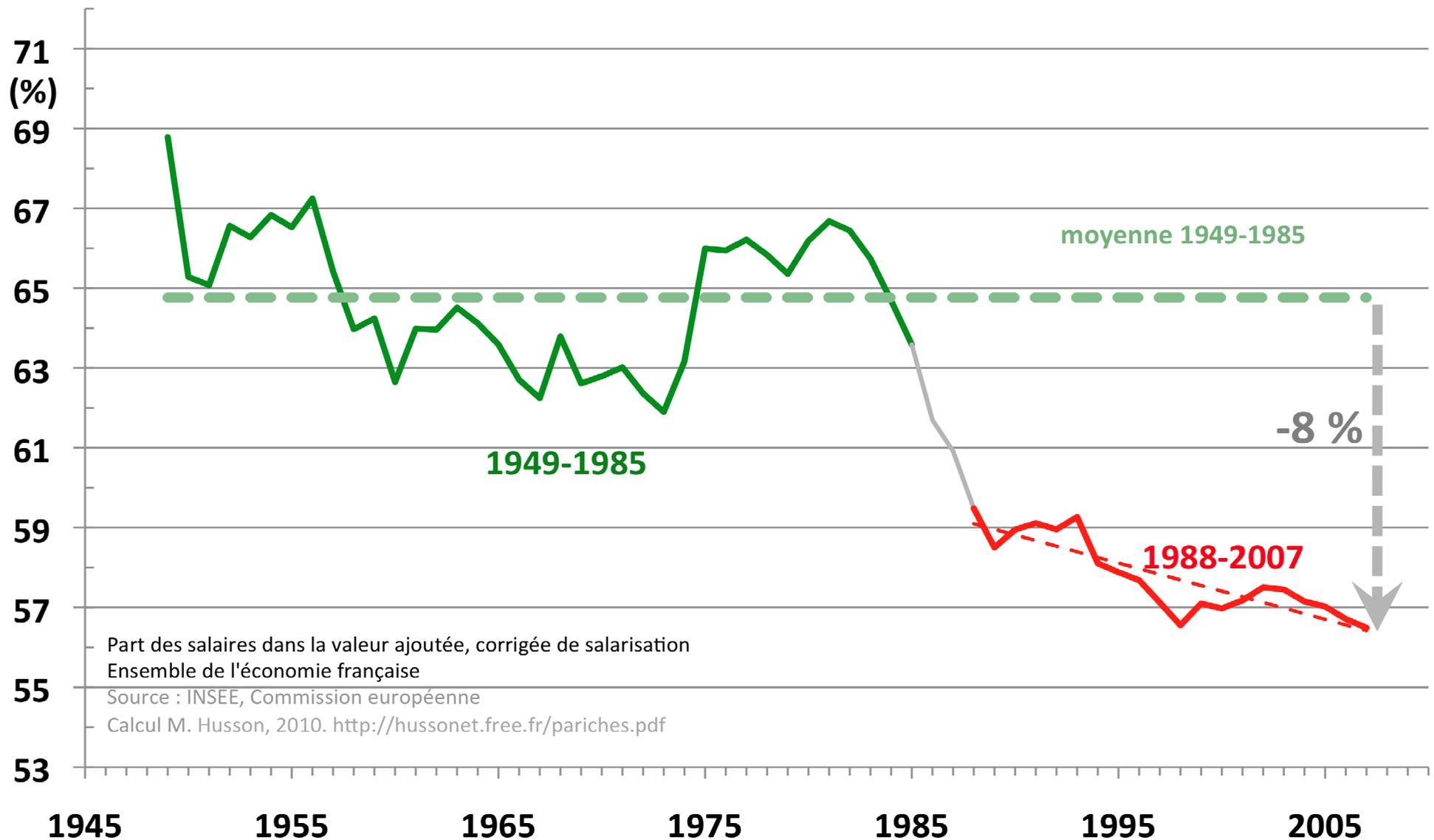
Partie 3 (60 minutes) : Débat

- Les conséquences des dettes des Etats ?
- L'austérité est-elle la solution ?
- Les solutions pour s'en sortir ?
- Comment définir la partie illégitime de la dette?
-

Le diaporama complet (57 diapos) est téléchargeable sur mon site,
à l'adresse <http://www.retraites-enjeux-debats.org/>

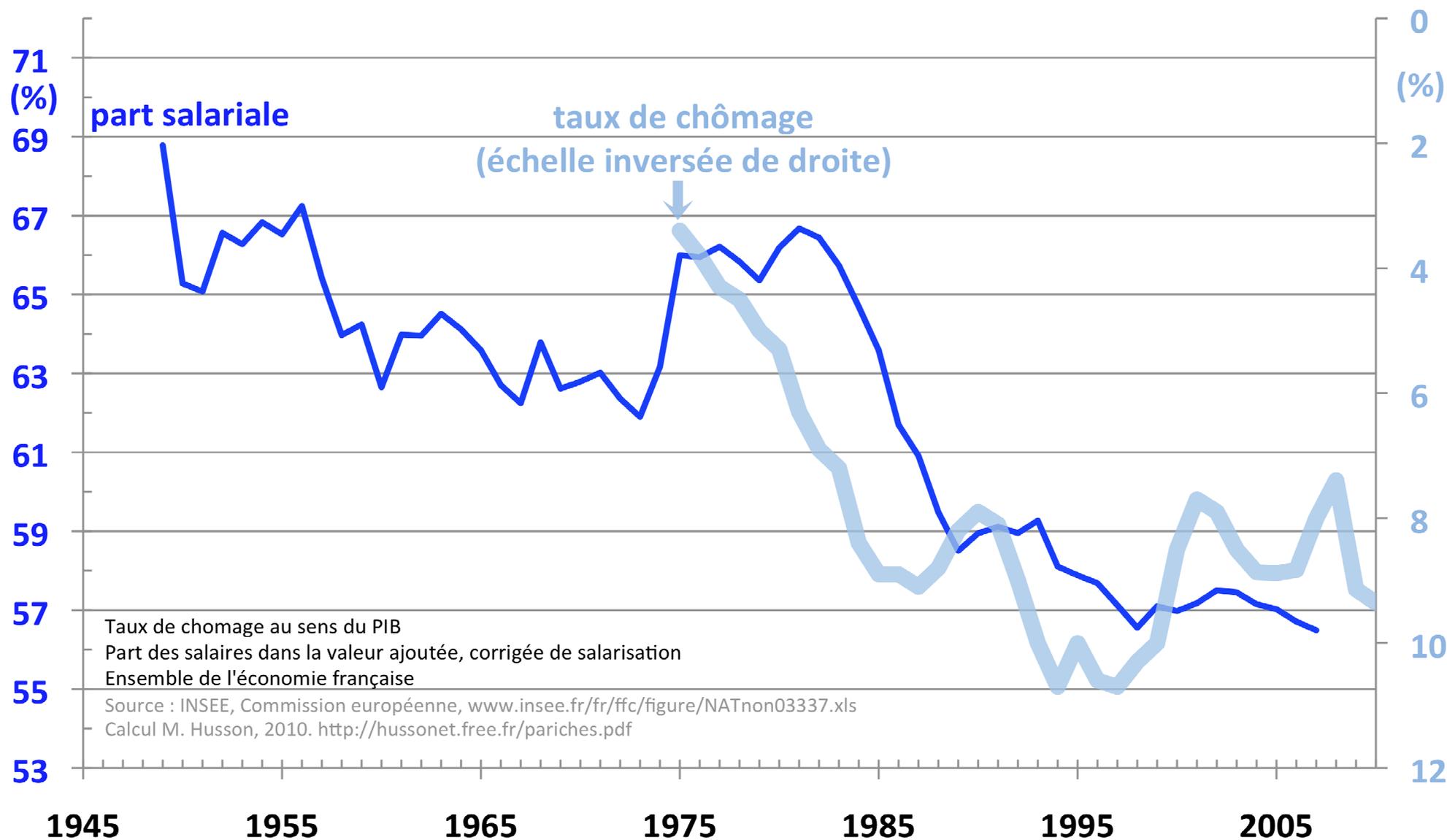
Pour me contacter andre.martin69@orange.fr

Part des salaires dans la richesses créée (en %, France, 1949-2007)

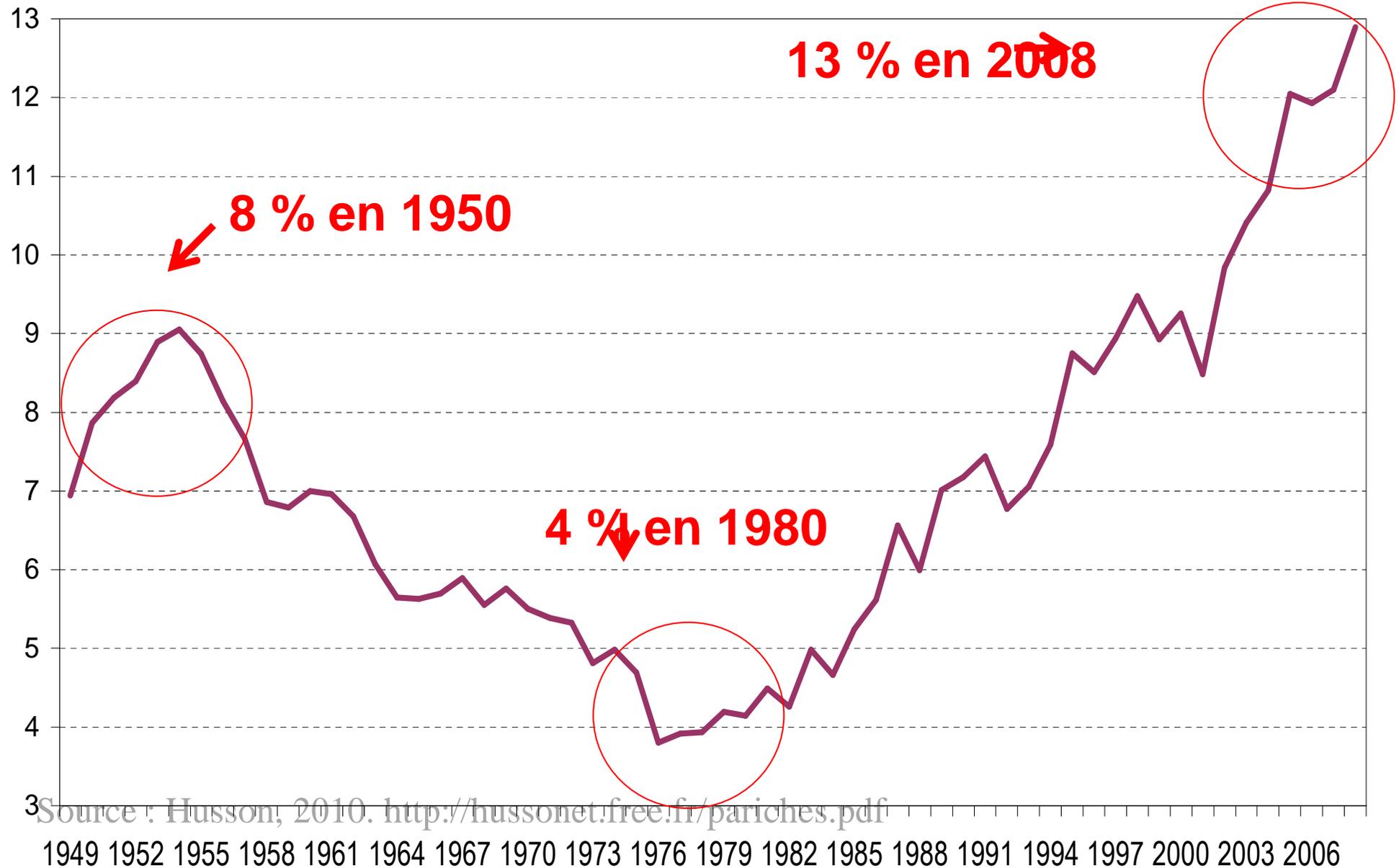


Part des salaires dans la valeur ajoutée, corrigée de salarisation
Ensemble de l'économie française
Source : INSEE, Commission européenne
Calcul M. Husson, 2010. <http://hussonet.free.fr/pariches.pdf>

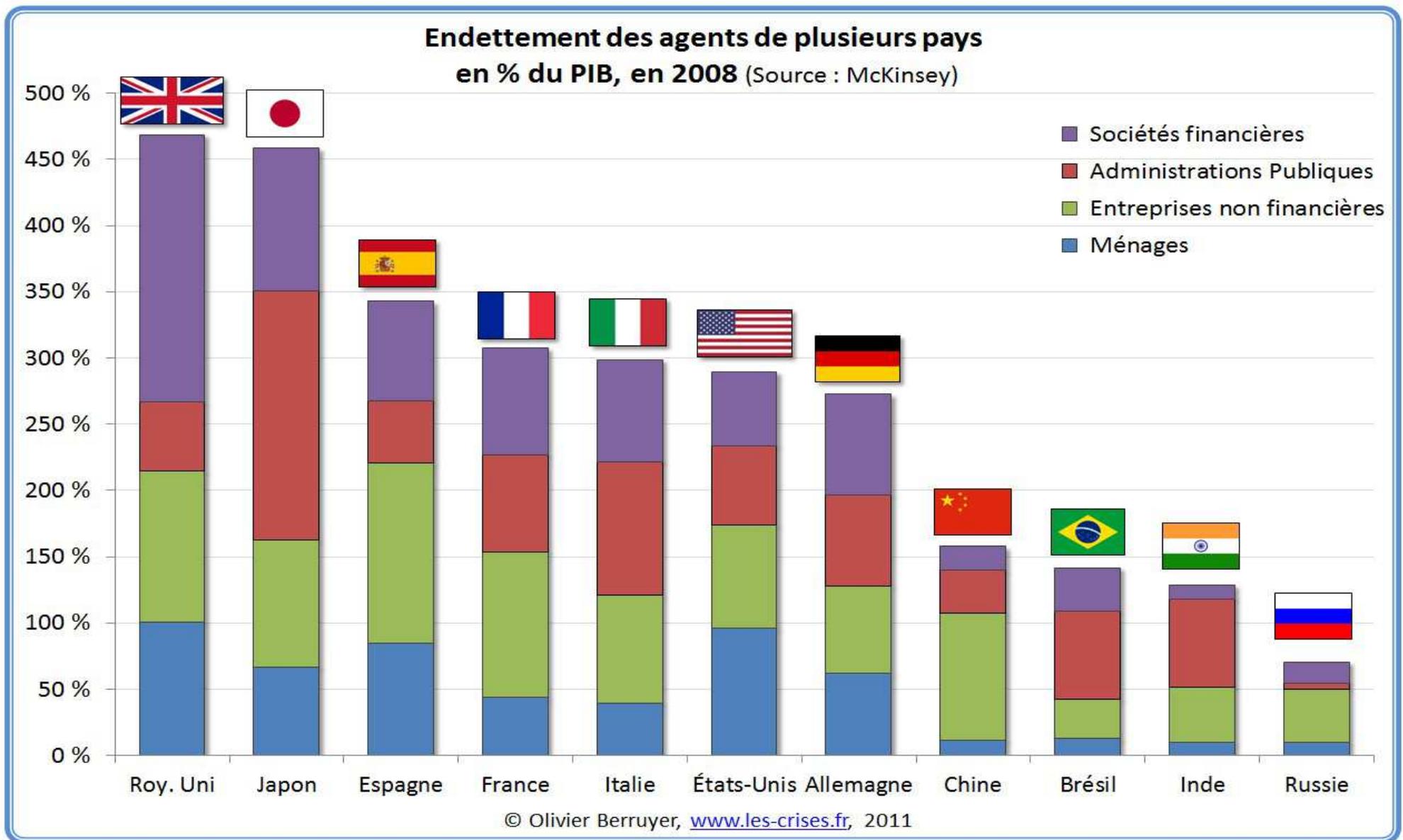
Part des salaires et chômage (en %, France, 1949-2010)



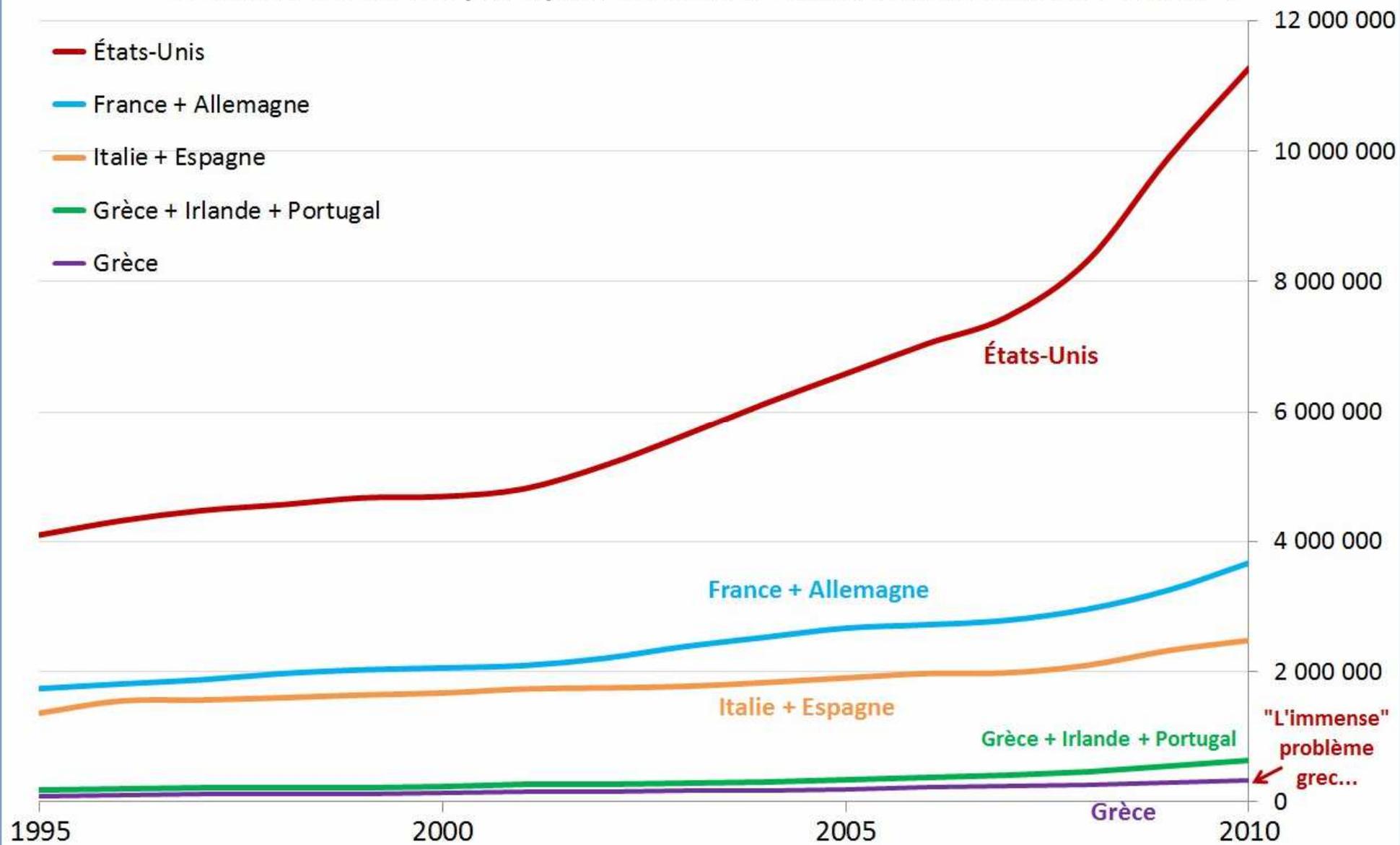
Dividendes en % de la masse salariale (France, 1949-2008)



Dettes publiques, dettes des ménages et dettes des entreprises

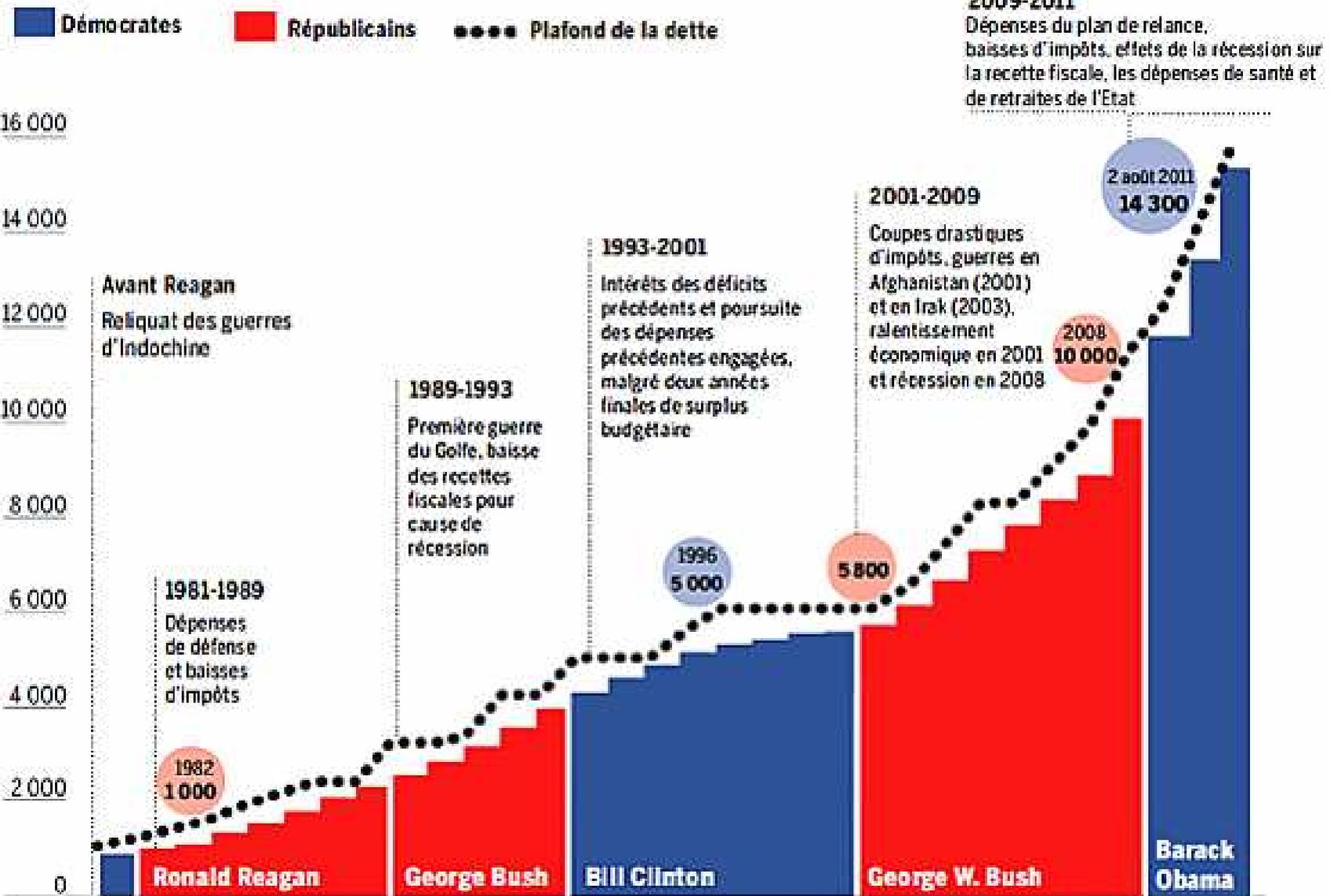


Évolution des dettes publiques, 1995-2010 (en M€) (Sources : EuroStat et Budget US)

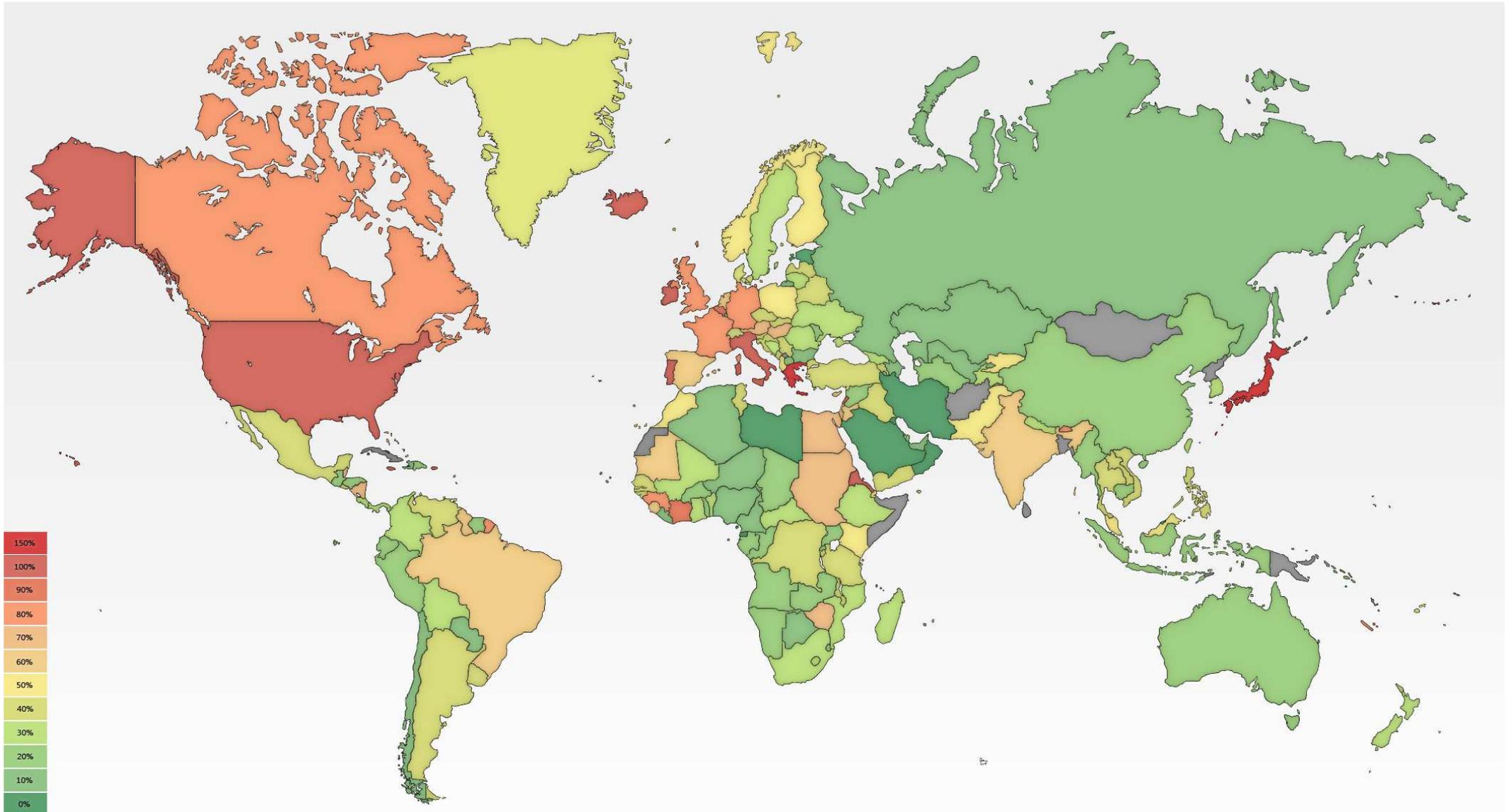


Comment les Etats-Unis ont accumulé 14 300 milliards de dollars de dette publique

DETTE AMÉRICAINE en milliards de dollars



Dettes publiques en 2011 en % du PIB



source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Dette_publique2011.jpg, d'après des données du FMI, 2011.

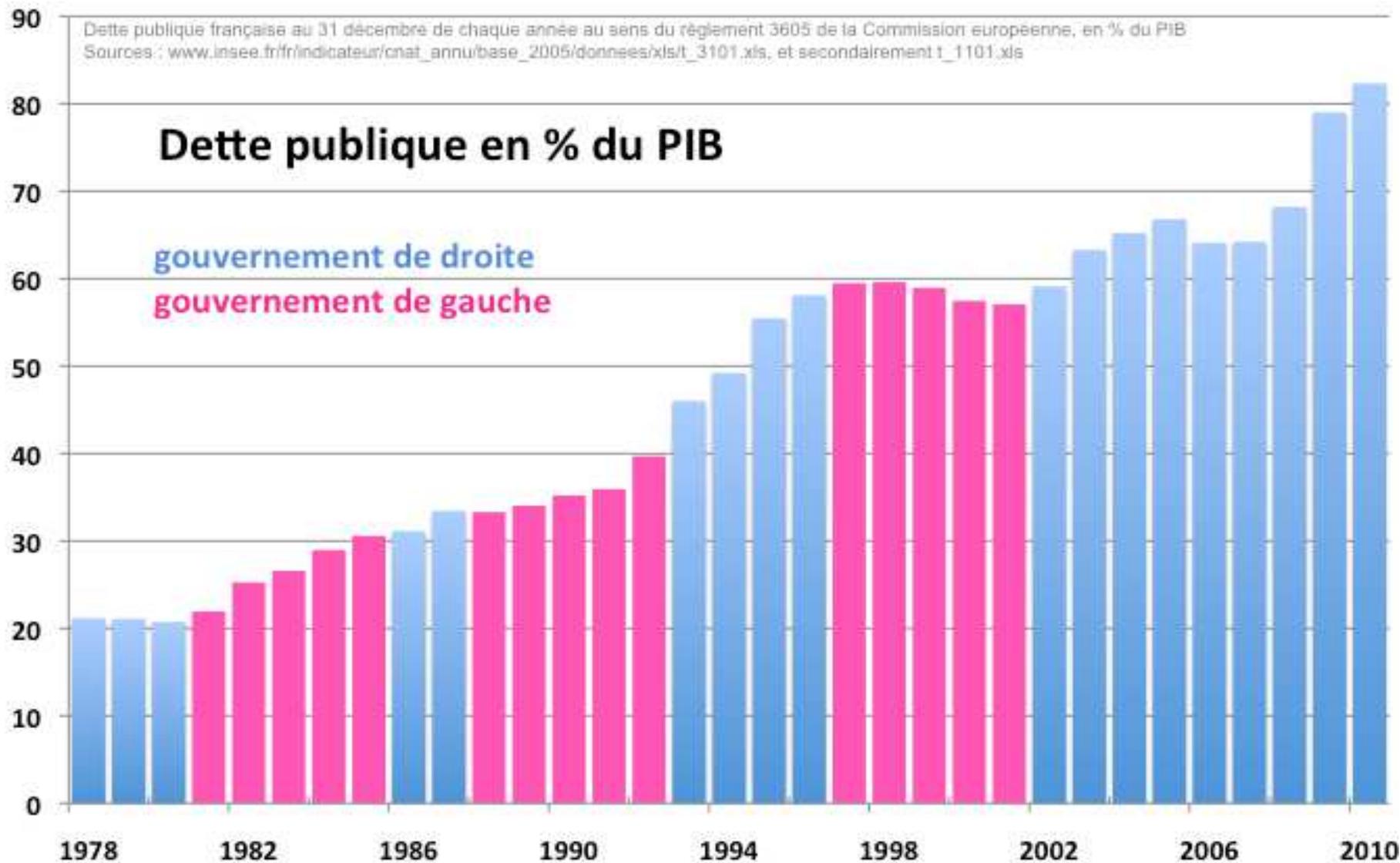
Diapositive 41

JR1

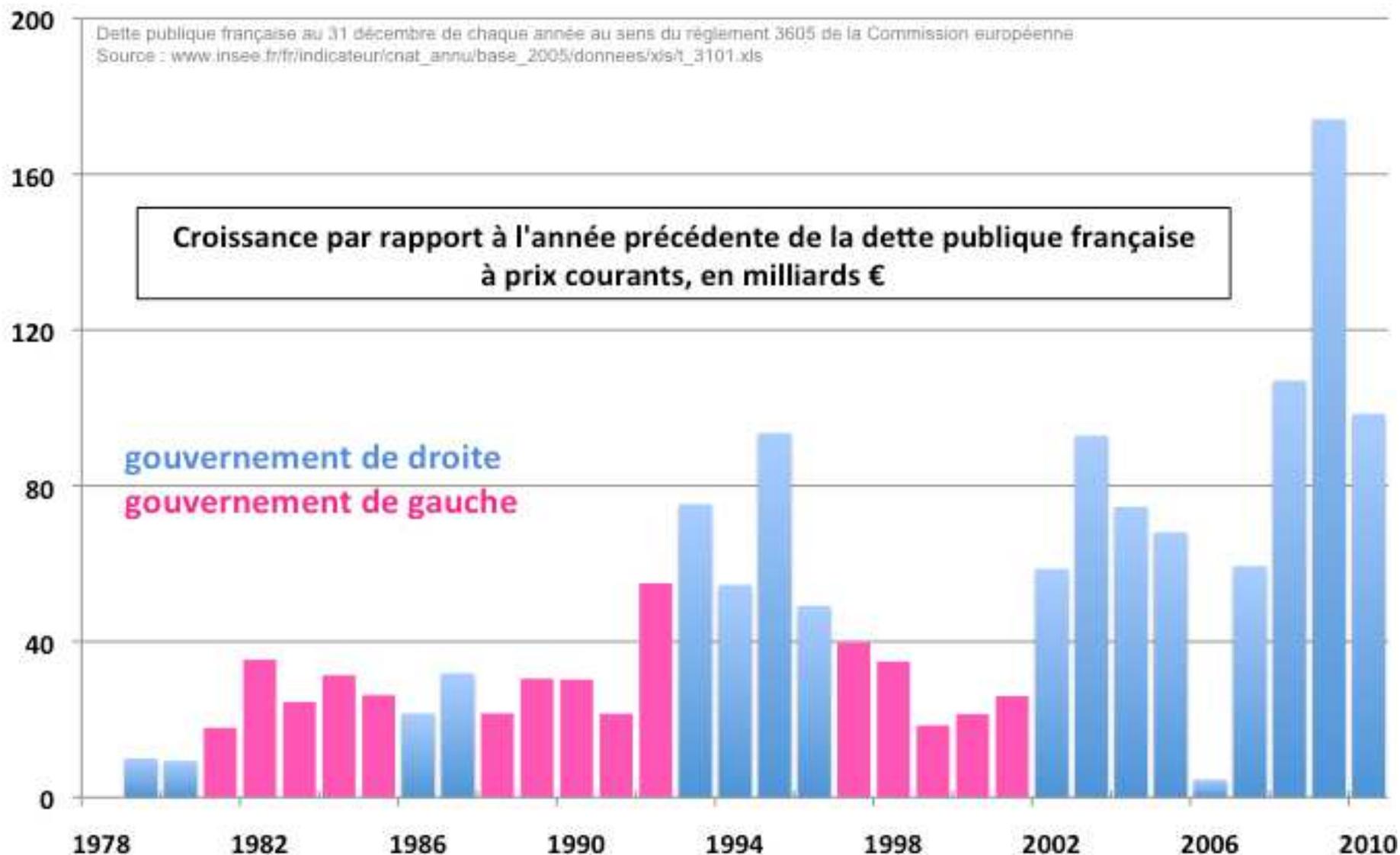
La dette publique exprimée en % du PIB varie beaucoup d'un pays à l'autre. Sur cette carte, les pays très rouges sont très endettés, les pays très verts le sont peu ou pas. La Grèce et le Japon ont une dette de plus de 150 % du PIB, suivis par les États-Unis, l'Italie, l'Islande, etc.

Joumard Robert; 14/04/2012

Évolution de la dette en % du PIB



Croissance annuelle de la dette en €





**Avant L'Euro, c'était
vacances à L'île Maurice,**

Depuis...

**C'est vacances à
Lille chez Maurice**



ALORS ? EN BAS
QU'EST-CE QU'ILS
FONT MAINTENANT
POUR COMBATTRE
LA MISÈRE ?

TOUT VA TRÈS BIEN !
FIGURE-TOI QU'ILS
ONT RÉUSSI À TROUVER
1700 MILLIARDS D'EUROS
POUR SAUVER LES
BANQUES

P. G. DE
Soeur Emmanuelle au rapport

La dette est-elle remboursable ?

- Supposons qu'en 2015 les budgets de l'Etat, des collectivités locales et des comptes sociaux soient à l'équilibre. La dette pourrait alors commencer à être remboursée vraiment, sans emprunter. La dette sera d'environ 100% du PIB
- Rembourser 100% du PIB **sur 20 ans** nécessiterait de prélever chaque année de l'ordre de 8% sur la richesse produite : 5% pour le remboursement du capital (100% divisé par 20) et 3% ou plus pour les intérêts ...
- ... alors même que le scénario le plus optimiste, pour l'Europe, pour les 10 à 20 années à venir est une croissance molle à la japonaise (lire « Pour éviter le krach ultime » de Pierre Larrourou)
- Merci à ceux qui disent qu'il est possible de rembourser la dette ... de nous expliquer comment
- Certains expliquent que « étalée sur 7 ans (durée moyenne des emprunts contractés), la dette représente seulement 12 % du PIB, ce qui est loin de la faillite ! ». Cette explication risque de conduire les citoyens à penser que la dette serait remboursable ... sans revenir sur les cadeaux fiscaux, ni changer les règles de la création monétaire !!

Le fait que depuis 1975 aucun budget de l'Etat n'ai
été voté en équilibre devrait conduire

à se poser quelques questions

- la dette ne sert-elle pas aussi à culpabiliser les citoyens (nous n'allons pas laisser un tel fardeau à nos enfants ... nous vivons au dessus de nos moyens ...) ?
- la dette ne sert-elle pas aussi à justifier la poursuite du démantèlement des services publics et des droits sociaux obtenus par les mobilisations de nos parents ?
- la dette n'est-elle aussi pas un mécanisme de redistribution à l'envers qui enrichit les créanciers (les prêteurs) ... puisque la totalité de l'impôt sur le revenu payé par les citoyens (45 Md€ en 2009) sert à payer les intérêts de la dette ?

Bibliographie

- « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-ebats.org/spip.php?article665>
- « Les vrais comptes des niches fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article799>
- Un bon résumé du rapport CARREZ : « Ces dix années de cadeaux fiscaux qui ont ruiné la France » - article de Laurent Mauduit de Mediapart (Juillet 2010) sur <http://gesd.free.fr/maudufin.pdf>
- « Liste des meilleures vidéos pour comprendre la dette et la crise » <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>
- Rapport du député UMP Gilles CARREZ : "2000 à 2010 : dix années de pertes de recettes non compensées" - Juin 2010 (95 pages) <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article723>
- Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Préliminaire au débat d'orientation sur les finances publiques - Juin 2011 (205 pages) http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RSFPE/Rapport_situation_perspectives_des_finances_publices_2010.pdf
- Wikipédia « Dette publique de la France » http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publicque_de_la_France
- le 4 pages d'Attac « Pour sortir du piège de la dette publique » <http://www.france.attac.org/articles/pour-sortir-du-piege-de-la-dette-publique>

Comment définir la partie illégitime de la dette ?

« Pourquoi annuler la dette illégitime ? » par Éric TOUSSAINT, Damien MILLET du CADTM ... sur <http://www.legrandsoir.info/pourquoi-annuler-la-dette-illegitime.html>

« Et si on refusait de payer ? » sur <http://www.cadtm.org/Et-si-on-refusait-de-payer>

Les propositions des principaux candidats aux élections de 2012, sur le thème de la dette

Les propositions du PS (François Hollande)

-
-
-

Les propositions d'Europe Ecologie Les Verts (Eva Joly)

-
-
-

Les propositions du Front de Gauche (Jean-Luc Mélenchon)

-
-
-

Merci à ceux qui rassembleront ces propositions de bien vouloir nous les transmettre, via le « Nous contacter » en haut à droite de la page d'accueil

Les propositions des principaux candidats aux élections de 2012, sur le thème de la dette

Les propositions de l'UMP (Nicolas Sarkozy)

-
-
-

Les propositions du Modem (François Bayrou)

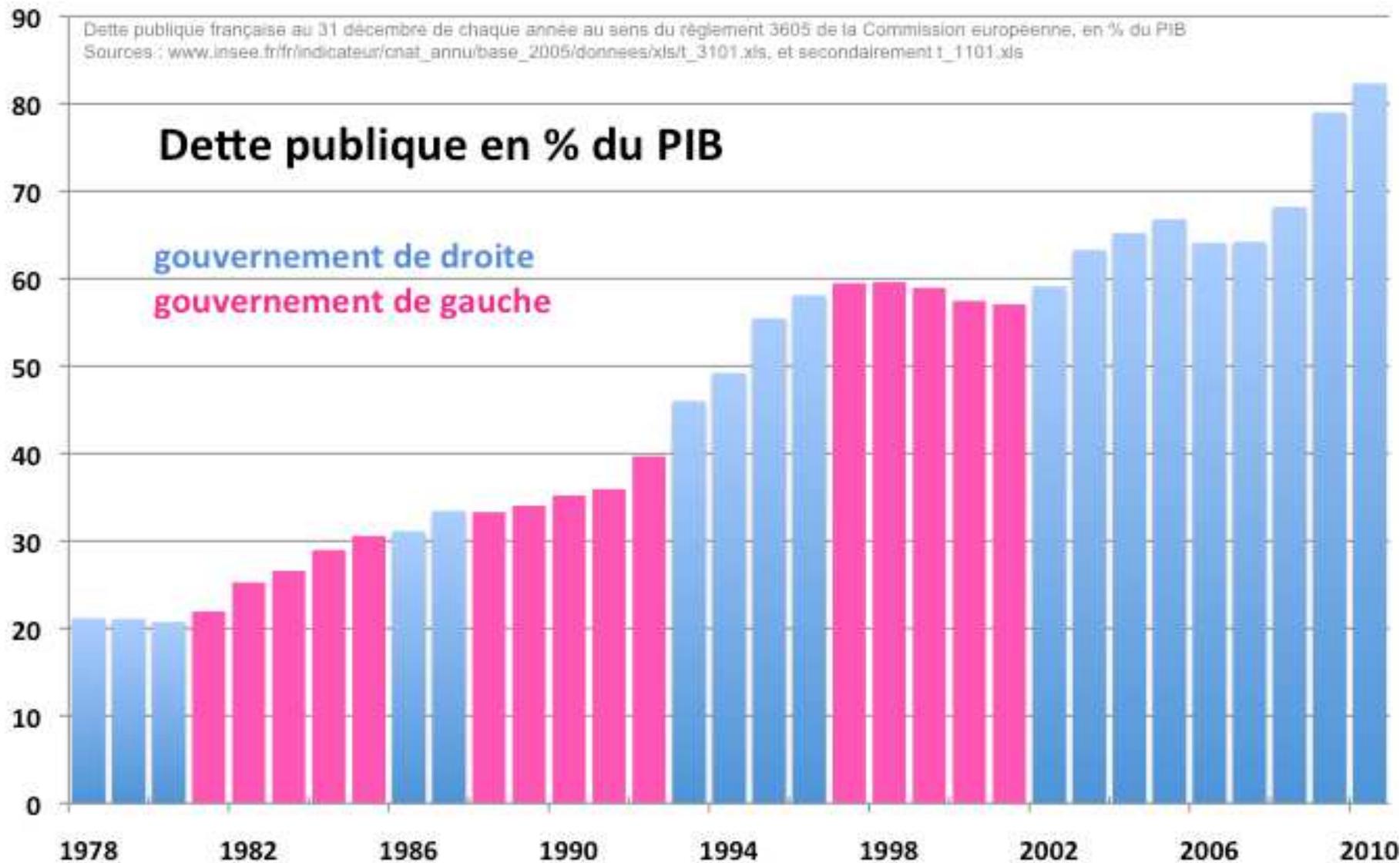
-
-
-

Les propositions du Front National (Marine Le Pen)

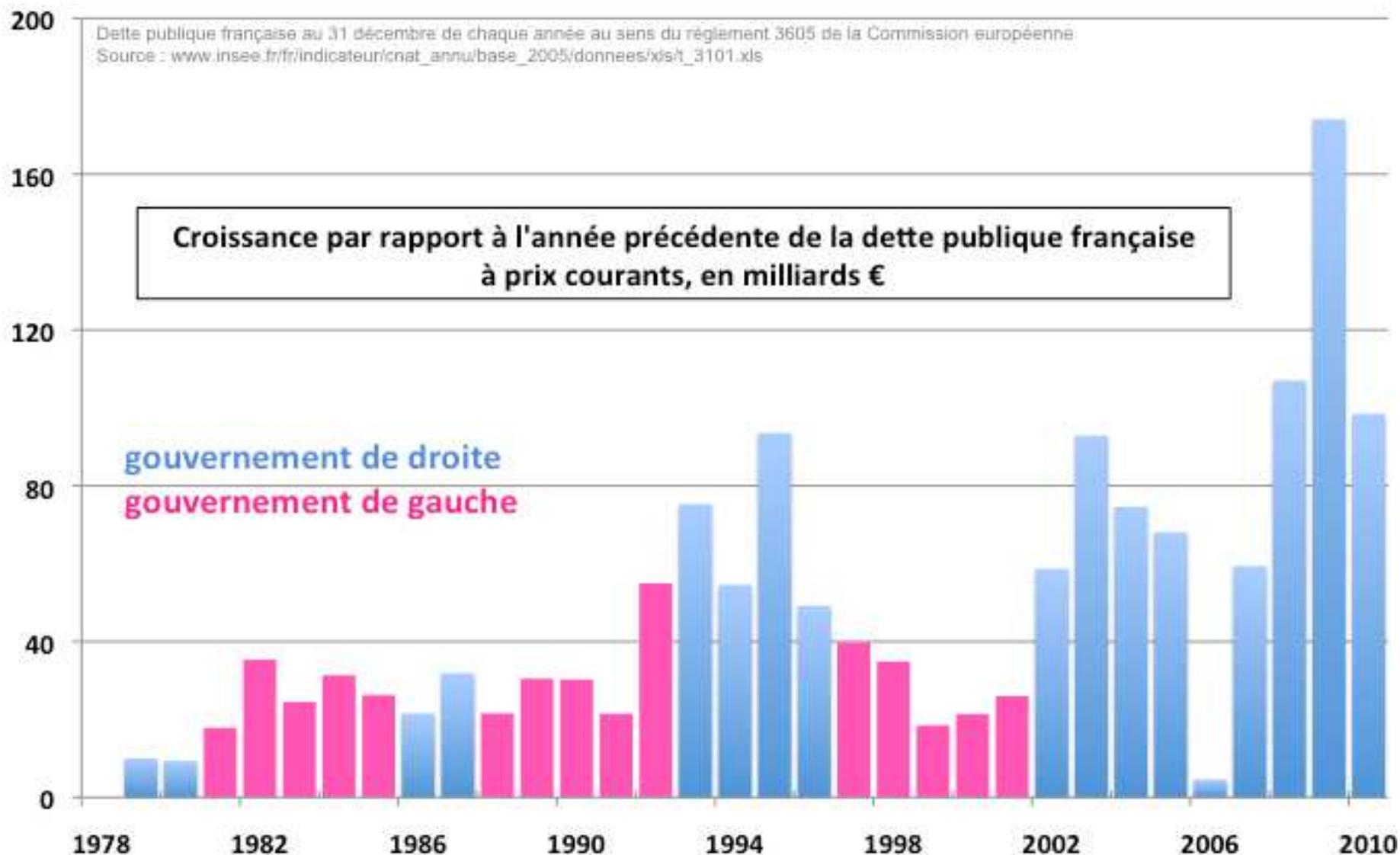
-
-
-

Merci à ceux qui rassembleront ces propositions de bien vouloir nous les transmettre, via le « Nous contacter » en haut à droite de la page d'accueil

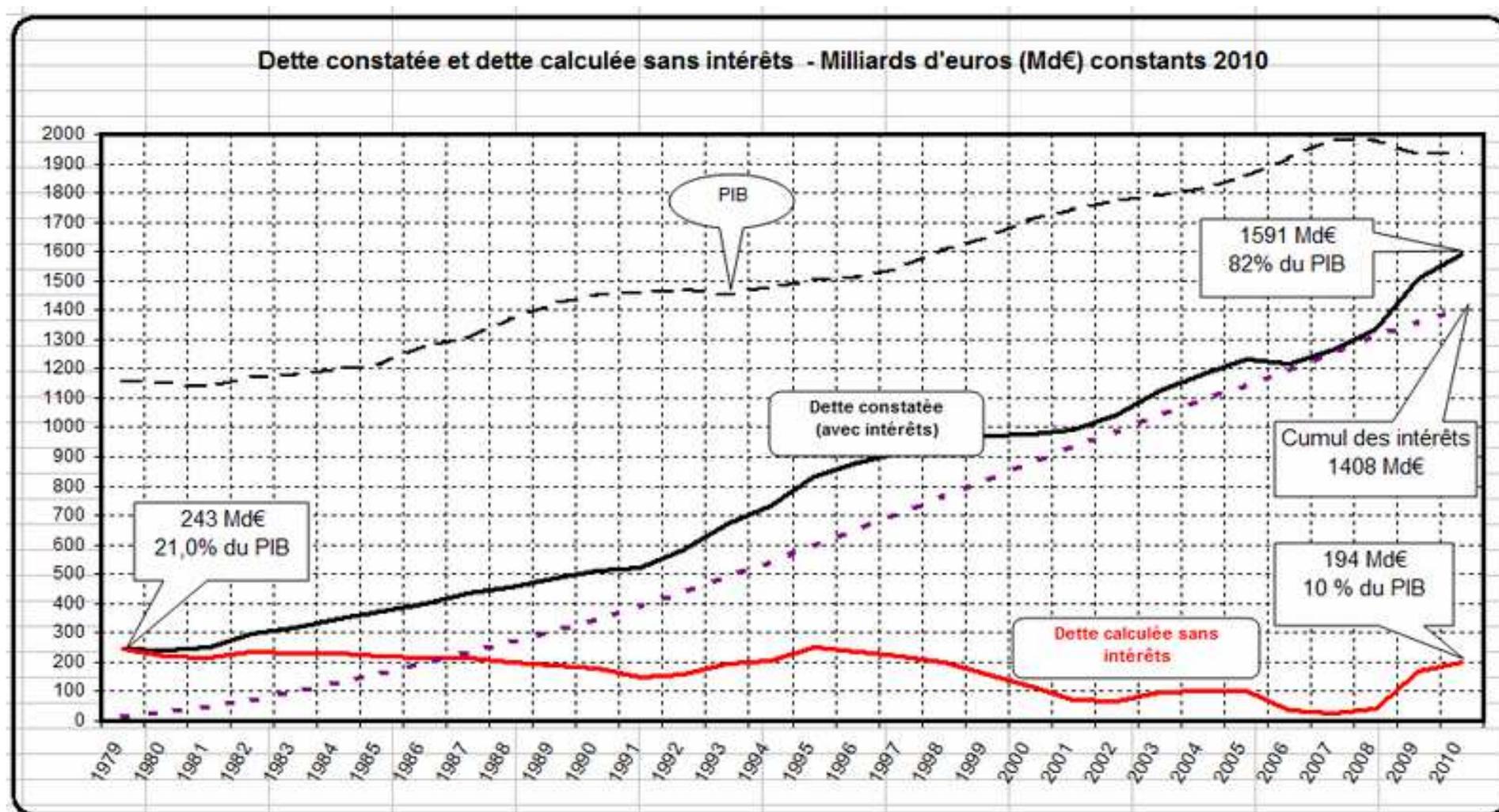
Évolution de la dette en % du PIB



Croissance annuelle de la dette en €



Dettes constatées et dettes calculées sans intérêts, en Md€ constants 2010



Source : « la charge de la dette nourrit la dette » <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>

Dette publique au sein des pays de l'Union européenne

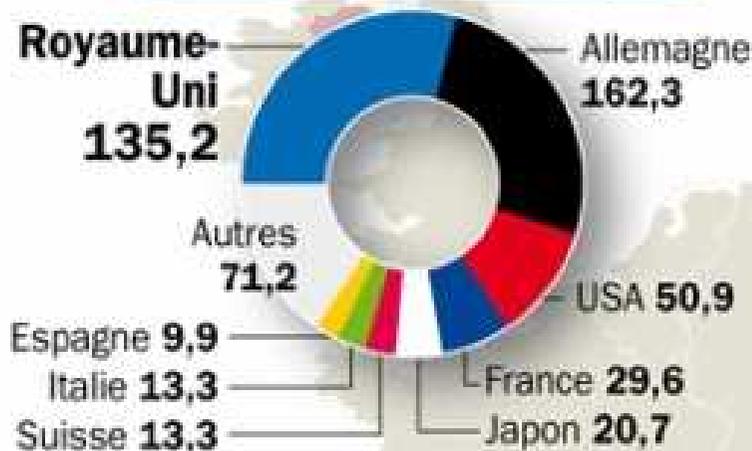
en % de PIB

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Union européenne (27) | 59,0 | 62,3 | 74,4 | 80,0 |
| Zone euro (17) | 66,2 | 69,9 | 79,3 | 85,1 |
| Belgique | 84,2 | 89,6 | 96,2 | 96,8 |
| Danemark | 27,5 | 34,5 | 41,8 | 43,6 |
| Allemagne | 64,9 | 66,3 | 73,5 | 83,2 |
| Grèce | 105,4 | 110,7 | 127,1 | 142,8 |
| Espagne | 36,1 | 39,8 | 53,3 | 60,1 |
| France | 64,2 | 68,2 | 79,0 | 82,3 |
| Irlande | 25,0 | 44,4 | 65,6 | 96,2 |
| Italie | 103,6 | 106,3 | 116,1 | 119,0 |
| Luxembourg | 6,7 | 13,6 | 14,6 | 18,4 |
| Pays-Bas | 45,3 | 58,2 | 60,8 | 62,7 |
| Autriche | 60,7 | 63,8 | 69,6 | 72,3 |
| Portugal | 68,3 | 71,6 | 83,0 | 93,0 |
| Slovaquie | 29,6 | 27,8 | 35,4 | 41,0 |
| Finlande | 35,2 | 34,1 | 43,8 | 48,4 |
| Suède | 40,2 | 38,8 | 42,8 | 39,8 |
| Royaume-Uni | 44,5 | 54,4 | 69,6 | 80,0 |
| (*) au sens du traité de Maastricht | | | | |

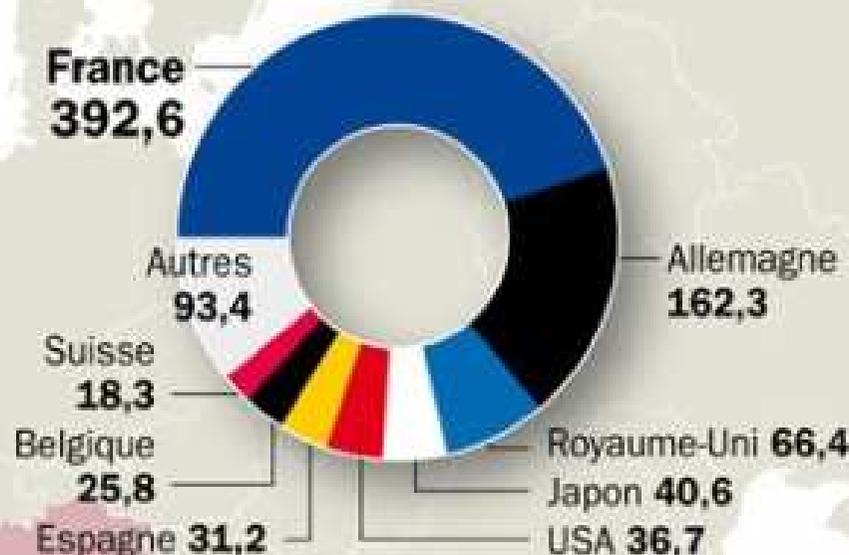
Dette : les pays les plus exposés, en milliards de dollars

*Montant cumulé auprès des 24 pays développés

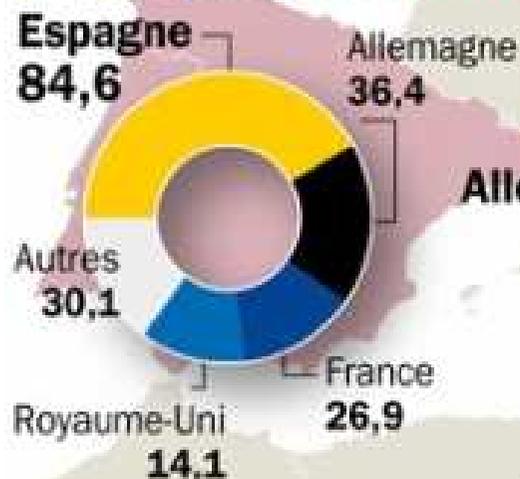
Dette irlandaise 462,3*



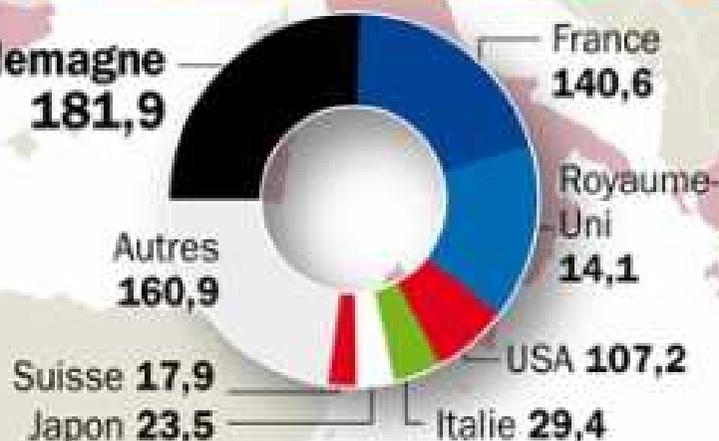
Dette italienne 867,3*



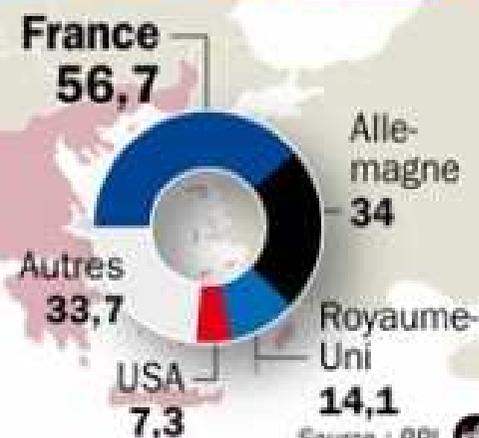
Dette portugaise 202,3*



Dette espagnole 708,6*



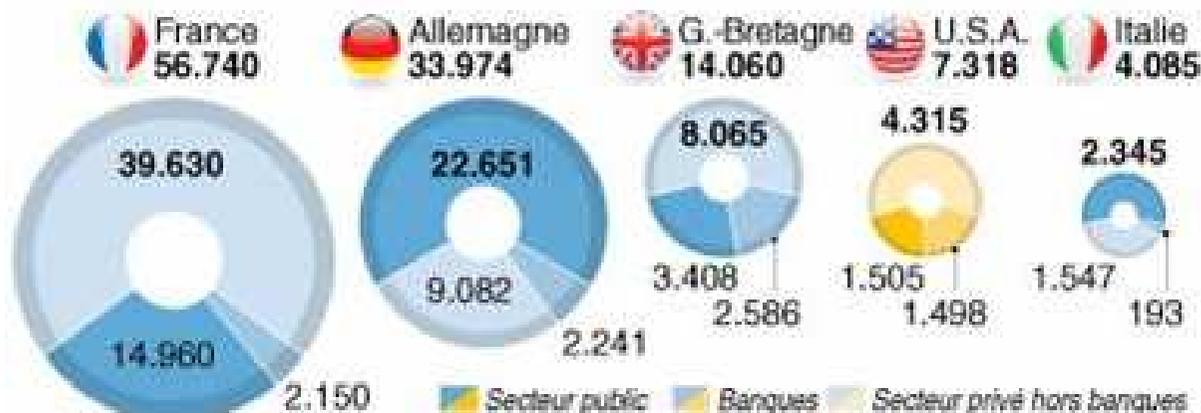
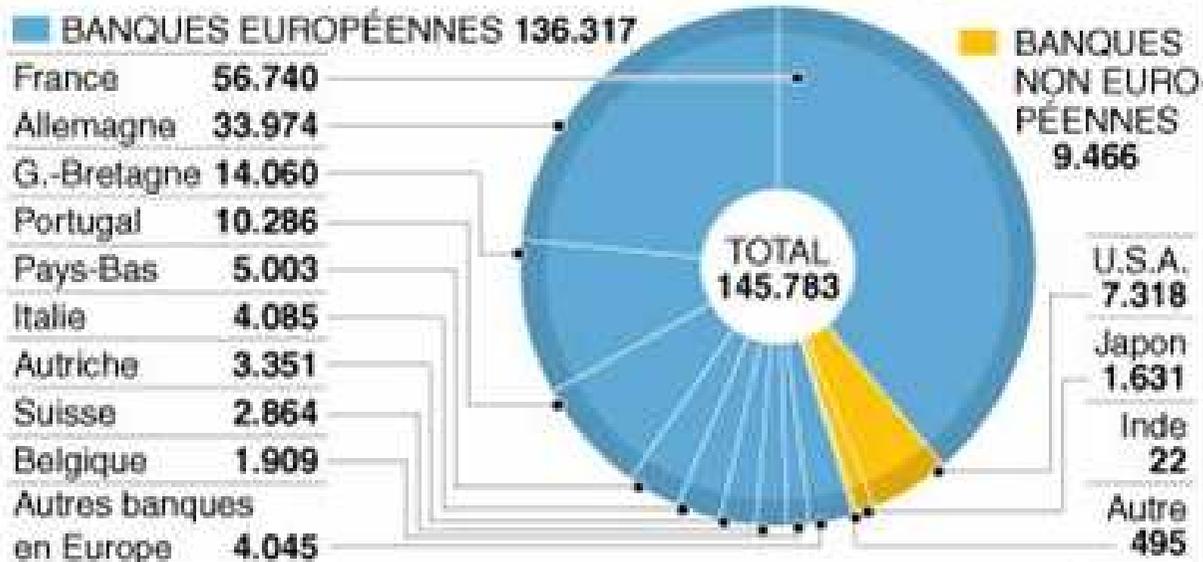
Dette grecque 145,8*



L'EXPOSITION À LA DETTE GRECQUE

Les banques allemandes et françaises détenaient à la fin de l'année dernière plus des deux tiers des obligations d'Etat grecques placées entre les mains de créanciers internationaux, selon des données publiées par la Banque des règlements internationaux

LES OBLIGATIONS D'ÉTAT GRECQUES À L'ÉTRANGER (En millions de \$)

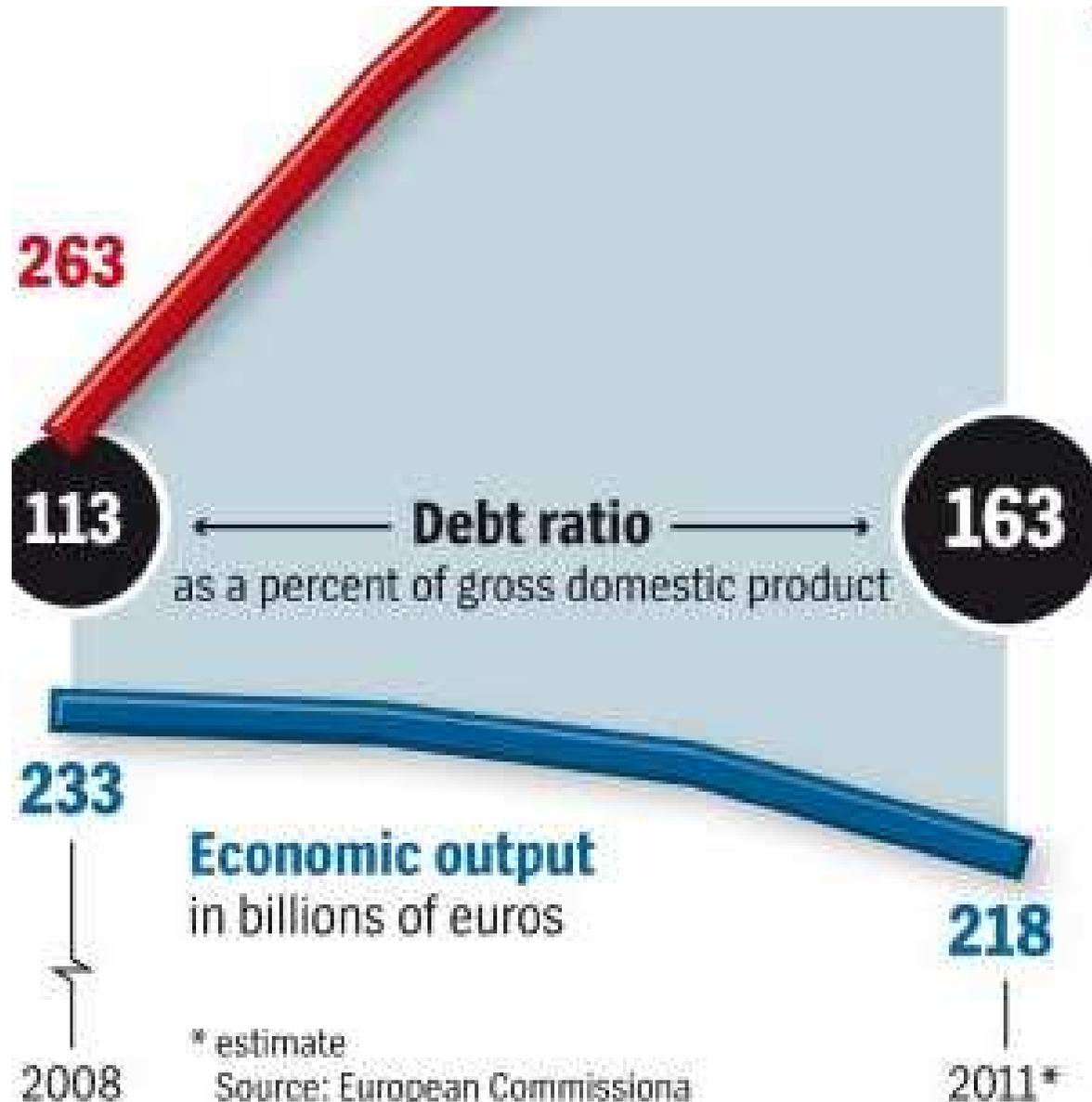


Source : Banque des règlements internationaux (BRI)

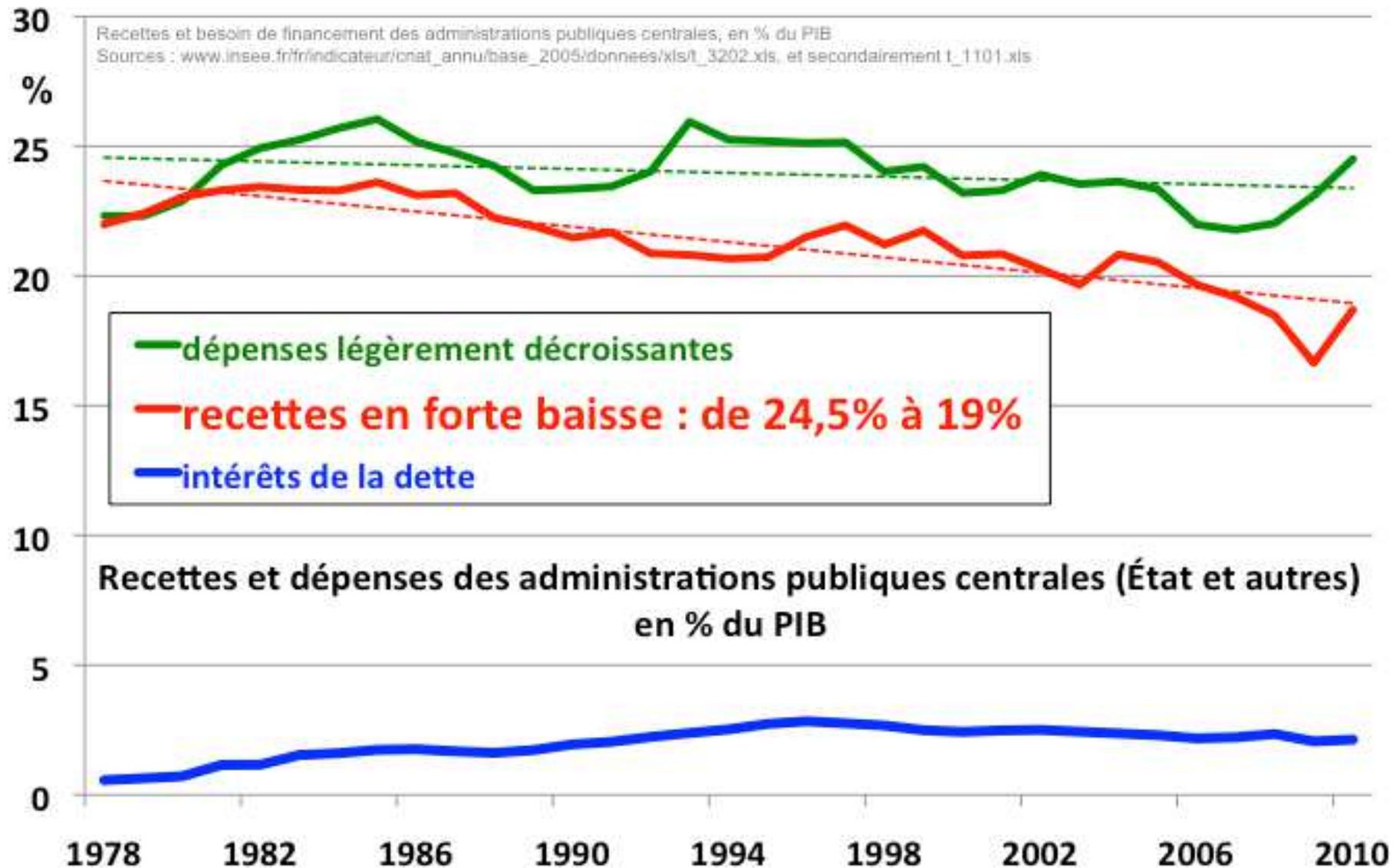
REUTERS

Le dilemme grec

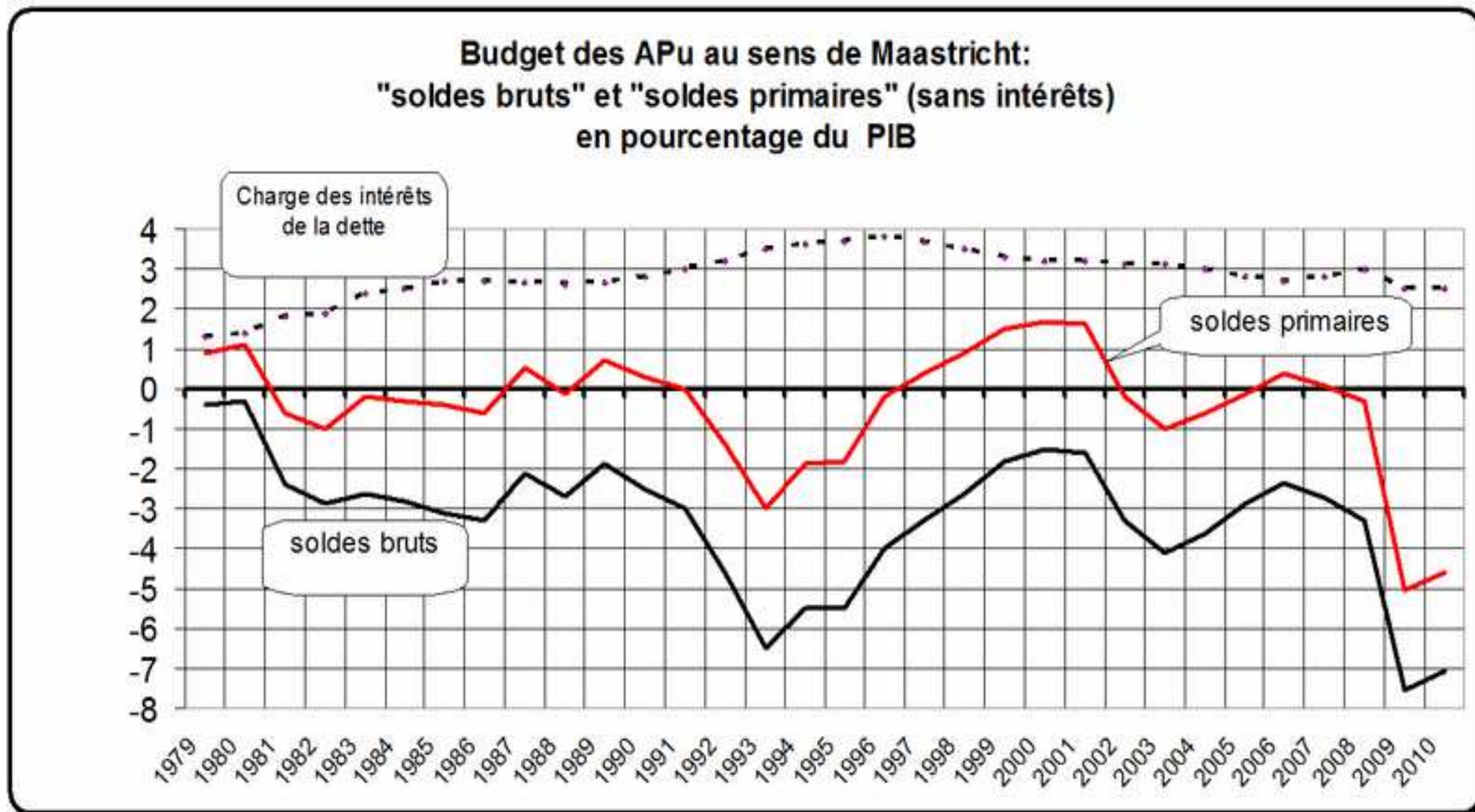
source <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,813919,00.html>



Évolution des recettes et dépenses de l'État (et autres adm. centrales) en % du PIB



Soldes bruts des administrations publiques et soldes primaires (sans intérêts) en % du PIB



Source : « la charge de la dette nourrit la dette » <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>

Sur le pouvoir exorbitant des banques, des banquiers célèbres avaient prévenu

- « Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant jamais inventé... Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez-les, mais si vous leur laissez le pouvoir de créer de l'argent d'un petit trait de plume, ils vous la rachèteront... »
Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre de 1928 à 1941 et 2ème plus grande fortune de Grand-Bretagne à l'époque
- « Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin »
Henry Ford (1863-1947), fondateur de Ford
- « Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois »
Mayer Amschel Rothschild (1744-1812), fondateur de la dynastie banquière des Rothschild
- « Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation »
Thomas Jefferson (1743-1826), 3ème Président des Etats-Unis